

LE 20 JUIN : MANIFESTATION NATIONALE
À PARIS CONTRE LA RÉPRESSION
ILS NE NOUS EMPÊCHERONT PAS DE LUTTER

RÉVOLUTIONNAIRES

59 11 JUIN 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Nos salaires
sont à la traîne

**NE TRAÎNONS PAS
POUR
RIPOSTER !**

ÉDITORIAL

Protection des enfants : ce n'est pas la priorité du gouvernement

Suite au terrible meurtre de Lyhanna, 11 ans, des marches et rassemblements ont eu lieu pour soutenir sa famille et ses proches, et rappeler la réalité des violences contre les enfants.

160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles tous les ans. Huit victimes sur dix sont des filles, et la quasi-totalité des agresseurs sont des hommes : ces actes sont une manifestation de la violence du patriarcat.

LA RÉCUPÉRATION SORDIDE ET COUPABLE DE LA DROITE ET DE L'EXTRÊME DROITE

Loin d'apporter une réponse systémique, la droite et l'extrême droite répondent comme toujours avec leur discours sur le prétendu « laxisme » de la justice.

Ces politiciens portent pourtant une part de responsabilité, quand ils soutiennent toutes les coupes budgétaires dans les services sociaux, là où précisément les victimes peuvent être écoutées et accompagnées. Ils ne jurent que par l'école privée, où on ne compte plus le nombre d'affaires de pédocriminalité. Et ils s'opposent fermement à la tenue des séances d'éducation à la vie affective dans les écoles, et d'éducation à la sexualité chez les adolescents... qui permettent justement d'apprendre aux enfants à dénoncer des comportements problématiques.

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	p. 1 à 5	INTERNATIONAL	p. 6-7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 13	CULTURE	p. 15
Éditorial Protection des enfants : ce n'est pas la priorité du gouvernement	Si la retraite n'existait pas, Bardella ne l'inventerait pas...	Liban : nouvelle escalade d'Israël et jeu des grandes puissances	Iran : guerre pour le pétrole et guerre de classe	PRISON : LES HAUTS MURS DE LA HONTE	Emprisonnez ces pauvres que je ne saurais voir	20 juin : une manifestation contre toutes les répressions et pour le regroupement de nos luttes	Non à la fermeture de Renault VSF !	Les États-Unis au centre de la planète foot	
Champions d'Europe des violences policières	Mélenchon : la « nouvelle France » devra attendre encore un an son « sauveur suprême »	Intensification de la guerre en Ukraine... à la plus grande joie des marchands de canon !	L'Union européenne sur les traces de Trump contre les migrants	L'État enferme, les capitalistes encaissent	Les forçats du xx ^e siècle	Températures extrêmes : ça chauffe dans nos établisse- ments scolaires !	54 ^e congrès de la CGT	Deux livres	
« Choose France », un sommet très bluff blanc rouge	Chlordécone : la responsabilité de l'État français est totale, indemnisation des victimes !	Sénégal : les rois de la démagogie toujours au pouvoir	En Bolivie, le mouvement de révolte paysan et ouvrier à un carrefour	Quand la bourgeoisie voit rouge	Un pilier de l'ordre capitaliste à abattre	Tefal : procédures-bâillon et chantage à l'emploi	La mairie de Paris brûle ses déchets en banlieue		
Aggression à Metz : l'homophobie tue toujours	Une loi d'urgence pour la souveraineté des industriels	Élection présidentielle en Colombie : l'extrême droite en pole position	Kanaky : l'enjeu des élections provinciales du 28 juin			SNCF : grève du 10 juin	Victoire pour les grévistes de Sainte-Anne !		
Projet de loi post-Béthar- ram : finalement adopté après un coup de rabot		Milliers de milliards pour la guerre				Les bas salaires à La Poste			
						Decathlon : à fond le Smic et à fond les profits			
						Stellantis Mulhouse : un milliard pour la guerre économique, rien pour les travailleurs			
						TBM : une journée de grève encourageante			

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

LE GOUVERNEMENT ET LA POLICE ONT
MANIFESTEMENT MIEUX À FAIRE

Le ministre Darmanin – lui-même accusé de
viols – a présenté ses excuses au nom du gouverne-
ment pour les manquements qui ont mené à la mort
de Lyhanna.

Les procureurs lui ont répondu en rappelant
l'avoir alerté depuis longtemps sur les délais de trai-
tement des plaintes, car leur ministre leur demande
de traiter en priorité les affaires de narcotrafic. La
police et la justice sont bien plus rapides quand il
s'agit de juger en comparution immédiate des jeunes
de quartiers populaires pour des petits larcins... ou
de convoquer des syndicalistes et des militants qui
ont critiqué trop fort le pouvoir !

Des mesures choc sont prises lorsque des af-
faires éclatent, mais elles sont aussi inefficaces que
spectaculaires. Après le scandale des violences dans
le périscolaire à Paris, la mairie a suspendu 78 ani-
mateurs et animatrices... dont 43 pour des motifs
qui n'ont pas de rapport. Elle ne répond pas aux pro-
blèmes réels : les sous-effectifs dans les écoles, où un
adulte peut se retrouver à encadrer seul un groupe
d'enfants, alors qu'il en faudrait toujours au moins
deux, le recrutement de vacataires (10 000 sur les
15 000 animateurs de la ville) sans formation...

UNE QUESTION D'AMPLEUR ET DE FOND

Les responsables politiques de gauche disent
aussi, à leur manière, que la justice n'a pas assez de
moyens. Mais c'est d'abord la prévention qui est
sous dotée : la répression, elle, n'empêche pas les vio-
lences de se produire...

Beaucoup des préconisations rendues en 2023
par la Commission indépendante sur l'inceste et les
violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise) pour
mieux détecter les cas et accompagner les victimes,
ont été rangées dans un tiroir... Après des décennies
de suppressions de postes et de baisse des moyens
dans les services publics, les écoles et établissements
scolaires sont en pénurie de psychologues et d'in-
firmières, qui pourraient recueillir la parole des
enfants et donner l'alerte ; les services sociaux et
les centres d'hébergement sont noyés sous les de-
mandes et ne peuvent accueillir des victimes qu'il
faudrait éloigner d'urgence de leur agresseur ; la
psychiatrie est trop exsangue pour accompagner les
victimes.

Cette société est incapable de prévenir l'en-
semble des violences faites aux enfants : en 2025,
au moins vingt-six mineurs sans domicile fixe sont
morts dans la rue, dont quatorze de moins de 4 ans,
et au moins cinq adolescents en stage ou en appren-
tissage ont été tués dans des accidents du travail,
puis déjà quatre en 2026.

La raison d'être de l'État, des gouvernements ca-
pitalistes, de la police et de la justice, c'est la défense
de l'ordre social et de la propriété des plus riches. Ja-
mais la protection des plus vulnérables ne sera leur
priorité.

• 08/06/2026

Champions d'Europe
des violences policières

Mépris social, racisme décomplexé et propagande sécuritaire : l'arc qui va du gouvernement à l'extrême droite a
profité de la soirée qui a suivi la deuxième victoire européenne d'affilée du PSG pour déployer un schéma tactique
des plus prévisibles. Des « racailles décérébrées » pour Péresse qui fait du Sarkozy, des « scènes de chaos » pour
Le Pen. « Ils casseront les portes des immeubles et rentreront dans vos appartements » ose Bardella en pleine
parano.

Pourtant, les célébrations du triomphe du PSG n'ont pas été
plus violentes que l'an dernier où il y avait déjà eu autour
de 200 blessés. Ce qui a été plus violent en revanche, c'est
le dispositif policier. Nuñez, le ministre de l'Intérieur, avait
déployé moitié plus de flics dans les rues de Paris et ils ont inter-
pellé moitié plus de personnes. À l'arbitrage vidéo, on voit que
le jeu des forces de l'ordre a été des plus musclé : pluie de lacry-
mogènes lâchés sans raison, LBD tirés depuis des véhicules
de police, coups de pied dans la tête d'un supporter qui a eu le
malheur de filmer ces exactions...

Les tribunaux s'étaient préparés à prendre le relais. Il y a
eu plus d'une centaine de déferrements, dont une trentaine en
comparution immédiate : de la justice expéditive pour mettre
en scène la fermeté gouvernementale. « Avez-vous conscience
que l'État nous demande d'être intraitables ? » rétorque un
juge à un jeune qui a eu le malheur de se plaindre des violences
de la police. C'est une preuve de plus que la tactique à l'œuvre
ce soir-là était de tendre au maximum la situation.

Ce n'est donc pas la « guerre civile » comme le vocifère
Bardella, mais bien une déclaration de guerre du gouverne-
ment aux jeunes supporters. Ce n'est pas étonnant, dans ce
contexte, que cette soirée de fête ait parfois pris des allures de
bataille de rue. La vérité des prix, c'est que le gouvernement
en porte seul la responsabilité.

BASTIEN THOMAS



Fin août, le NPA-Révolutionnaires tiendra ses quatrième
rencontres d'été révolutionnaires.

Suivre ce lien pour s'inscrire ➡

Plus d'informations page 14 de ce numéro.

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 59 • 11 JUIN 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TEL. : 01 49 63 66 66

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS	20€	OU 25€	PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS	40€	OU 50€	PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN	20€
------	-----

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement

• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12

« Choose France », un sommet très bluff blanc rouge

Les annonces extraordinaires d'investissements directs étrangers (93 milliards d'euros, rien que ça) claironnées par Macron ont été largement relayées à la suite de ce grand raout. Sous les ors versaillais, il s'agissait pour le président en fin de règne d'affirmer sa fuite en avant patronale juste avant de céder le manche.

Et pour qui se souvient des débuts de Macron à Bercy, il n'est pas étonnant de le voir livrer ses derniers numéros de claquette sur l'air de « France is back ». Rappelons-nous des « cars Macron », la libéralisation du transport longue distance devait créer 20 000 emplois : 12 ans après, et à la suite du retrait entre autres de Blablabus, Flixbus se retrouve en situation de monopole tandis que les conditions de transport (et de travail des conducteurs) sont déplorables. La passion du bluff !

Pour « Choose France », chaque sommet aura été plus spectaculaire en annonce d'in-

vestissements que le précédent, une sorte de loi du genre. Pourtant, les observateurs ont bien remarqué que les sommes communiquées lors des trois premières éditions n'avaient pas été réellement investies (6 milliards au lieu de 12), et les emplois encore moins créés...

Pourtant, le secteur si prometteur de l'IA (car c'est l'implantation de nouveaux data centers, peu générateurs d'emploi d'ailleurs, qui est à l'origine de l'explosion de cette année) paraît encore fragile, sans parler de son impact écologique...

Le trust bancaire japonais SoftBank, au cœur des annonces faramineuses, qui promet d'investir 75 milliards d'euros sur plusieurs années, a déjà fait le coup aux États-Unis, en abandonnant ses projets en cours de route. Par ailleurs pas des plus sains financièrement, le conglomérat ne donne des garanties que sur une seule création de data center à hauteur de 11 milliards, loin

du compte... Qui paye pour voir ? Macron le flambeur !

Qu'importent tous ces éléments de réalité, il faut bluffer au maximum, rendre le pays « attractif » devant un parterre international de patrons, histoire de justifier les attaques incessantes contre nos conditions de vie et de travail. Voilà le prix qu'auront fait payer à la classe ouvrière Macron et ses gouvernements successifs pour plaire, même un



petit peu, à ces investisseurs. Et quand les syndicats et la gauche répondent en chœur qu'il faut favoriser le « made in France », ils se rendent objectivement complices de cette logique.

PHILIPPE CAVÉGLIA

Projet de loi post-Bétharram : finalement adopté après coup de rabot

L'institution Notre-Dame de Bétharram fait l'actualité depuis l'année dernière quand le scandale avait éclaté, révélant que, pendant des décennies, des enfants avaient été violés, maltraités et humiliés.

Ce scandale faisait suite à de nombreux autres touchant les établissements d'enseignement privés, qui sont à plus de 90 % des établissements catholiques, comme Saint-Jean de Péussin, le village d'enfants de Riaumont... Dans ce que la presse a appelé le « MeToo de l'enseignement catholique », les collectifs de victimes dénoncent des situations similaires, des violences structurelles, physiques, psychologiques et sexuelles commises par des enseignants, surveillants et ecclésiastiques. Cette fois, l'indignation a été tellement forte que les députés ont fini par écrire une proposition de loi.

Adoptée par une minorité de députés - 187 voix pour, 0 contre (sur les 577 députés, les autres s'abstenant ou étant absents) -, celle-ci prévoit notamment de renforcer les dispositifs de prévention, d'améliorer les mécanismes de signalement et d'accroître les vérifications concernant les adultes amenés à intervenir auprès d'enfants dans le cadre scolaire. Sur le terrain de l'enseignement privé, le texte propose plusieurs outils destinés à renforcer le suivi de ces établissements par les pouvoirs publics. Parmi eux figurent

la mise en place de contrôles réguliers - les établissements catholiques ne sont en effet aujourd'hui pratiquement jamais contrôlés - ainsi que la création d'une nouvelle instance chargée de suivre plus étroitement les relations entre l'État et l'enseignement privé sous contrat.

La Conférence des évêques de France s'était mobilisée pour dire tout le mal qu'elle pensait de ce projet de loi qui, selon elle, remettait en cause « plusieurs libertés fondamentales ». Les députés de droite, toujours obséquieux avec les mitrés, se sont donc opposés à deux aspects essentiels de cette proposition pour accepter de la voter : ils ont obtenu la suppression du dispositif prévoyant le renouvellement des contrats d'associations, ainsi, bien sûr, que le maintien du sacro-saint « secret de la confession ». Mais même ainsi édulcoré grâce aux grenouilles de bénitier, il n'est pas sûr que le texte reste indemne après son futur passage au Sénat. Amen et à la grâce de Dieu !

MICHEL GRANDRY

SI LA RETRAITE N'EXISTAIT PAS, BARDELLA NE L'INVENTERAIT PAS...

Pour quelqu'un qui n'a jamais travaillé de sa vie et qui flirte de manière de plus en plus rapprochée avec le Medef, l'âge légal du départ en retraite n'est pas un « totem ». Exit le départ à 62 ans et le système de retraite par répartition défendu officiellement par Marine Le Pen... Bardella propose de prendre uniquement en compte la durée de cotisation (42 ans minimum) et d'ouvrir en grand les portes à la capitalisation !

Rien de neuf, Bardella recycle de vieilles recettes prônées par tant d'autres avant lui : Sarkozy, Macron, Philippe, Attal... Il tient juste à montrer sa tête pour la photo de la grande famille des serveurs des actionnaires des fonds de pension.

Alors, certes, Marine Le Pen l'a vite recadré : jusqu'au 7 juillet, et la décision en appel sur son inéligibilité, la dirigeante du RN n'a pas envie d'apparaître comme déjà remplacée. Mais elle-même a su changer plusieurs fois ses positions sur la retraite et l'oppor-

tunisme du RN n'est plus à démontrer sur le sujet... Du temps de Le Pen père, le Front national défendait la retraite à 65 ans. Puis, jusqu'en 2022, le RN a défendu le départ à la retraite à 60 ans. Ensuite, ce fut le départ à 62 ans, puis le choix électoraliste de contester la réforme menée sous Macron en 2023 dans le contexte du mouvement de grèves et de manifestations. Mais, en juin 2024, après la dissolution de l'Assemblée nationale, quand Bardella se voit déjà à Matignon, il annonce renoncer à remettre en cause la dernière réforme et les patrons l'applaudissent déjà.

La versatilité du RN sur tous les sujets touchant de près aux intérêts du monde du travail n'est pas fortuite, c'est en fait une ligne de conduite qui lui permet de faire des voix. Sa fidélité envers les intérêts de la bourgeoisie l'exige.

MARIE DAROUEN

AGRESSION À METZ : L'HOMOPHOBIE TUE TOUJOURS

Dans la nuit du 29 au 30 mai, Noahm, 19 ans, a été agressé près de la place de la République à Metz. Il rentrait d'une soirée avec ses amis quand trois personnes lui ont asséné de violents coups de pied à la tête. En état de mort cérébrale jusqu'au matin du mardi 2 juin, il est décédé des suites de ses blessures.

N'en déplaise au parquet et aux flics, qui attendent les résultats de l'enquête, le caractère homophobe de l'agression est clair : selon ses proches, les coups étaient accompagnés d'insultes homophobes et Noahm a été visé parce qu'il portait du maquillage.

Stop homophobie et Couleurs Gaies, deux associations de défense des droits des personnes LGBTQIA+, ont appelé à un rassemblement en son hommage le 2 juin, réunissant plus de 200 personnes. Peu médiatisée, la mort du jeune homme n'a été couverte que par quelques titres locaux et Mediapart, tous s'en remettant au parquet pour caractériser l'agression.

Cette attaque est un rappel brutal de l'actualité des discriminations homophobes, allant jusqu'aux pires violences. Le minis-

tère de l'Intérieur a beau se targuer de lutter contre l'homophobie et la transphobie, les agressions continuent, tout comme les inégalités face à l'accès à l'emploi ou encore au logement. Des discriminations bien utiles au système capitaliste, qui les nourrit autant qu'il fait reposer sa domination sur les nombreuses divisions semées entre les jeunes, les travailleurs et les travailleuses ; c'est pourquoi l'émancipation de tous et toutes ne saurait se limiter aux marges qu'il tolère, mais qu'elle passera bien par son renversement !

Ce sont ces perspectives que nous appelons à affirmer dans toutes les marches des fiertés en ce mois de juin : pas d'émancipation sans révolution !

BLAISE WRIGHT



RASSEMBLEMENT EN HOMMAGE À NOAHM, LE 2 JUIN, METZ.

Mélenchon : la « nouvelle France » devra attendre encore un an son « sauveur suprême »

Dimanche 7 juin, La France insoumise (LFI) a tenu son premier meeting de campagne à Saint-Denis, préfecture du département le plus pauvre du pays, où le candidat LFI Bally Bagayoko a été élu au premier tour. Des milliers de participants de tout le pays ont afflué dans ce lieu emblématique de cette diversité des classes populaires que Mélenchon a détournée en la baptisant « nouvelle France », pour écouter Annie Ernaux, prix Nobel de littérature, Éric Vuillard, prix Goncourt, puis Mélenchon.

Le contraste était saisissant entre ce meeting populaire et les tribunes VIP du Grand prix de Formule 1 de Monaco où Bardella avait accompagné la duchesse des Deux-Siciles. Ce n'est pourtant pas l'appartenance au monde du travail qui était revendiquée par LFI mais la référence nationaliste incessante à « la France ». Lors de mobilisations antiracistes, de nombreux jeunes issus de l'immigration ont tenu à proclamer : « La France, c'est nous ! », ironie vis-à-vis des franchouillards. Ironie qui a disparu dans la formule de Mélenchon.

Les organisateurs avaient veillé à ce que, à chaque évocation de la « nouvelle France », des

centaines de drapeaux tricolores soient agités dans l'assistance. Un drapeau dont ces mêmes responsables savent très bien qu'il est celui de la France des militaires, de la France colonialiste, celle des puissants et des réacs.

« La France », c'est aussi bien Macron ou Bolloré que le boulanger ou le collègue de travail. C'est un fourre-tout qui ignore délibérément l'abîme qu'il y a entre un ouvrier de Stellantis et la famille Peugeot. Et qui ignore la fraternité qui doit exister entre le même ouvrier de Stellantis Mulhouse et un ouvrier de Stellantis Rüsselsheim, en Allemagne.

Mélenchon n'a pas appelé son mouvement « Travailleurs insoumis », et ce n'est évidem-

ment pas un hasard. Dans ce meeting, rien sur le pouvoir d'achat écrasé par la hausse des prix. Rien sur les moyens de combattre les conséquences de la crise qui s'annonce. Rien sur le fait que beaucoup de familles populaires ne peuvent pas se permettre d'attendre des lendemains

qui chantent en pariant sur une élection dans un an. Mélenchon veut bien les suffrages des travailleurs, mais ne s'adresse pas à eux en tant que tels. Quand il va dans une usine, comme à l'usine Dassault de Cergy en janvier dernier, c'est pour faire l'éloge des produits du marchand de mort.

Alors, dans cette campagne présidentielle, il faudra que d'autres proposent à la classe ouvrière, aux travailleurs en général, un pro-



gramme de lutte contre le capitalisme et ses conséquences, qui n'attende pas sagement le verdict des urnes mais entre immédiatement en action. C'est le sens de la candidature ouvrière et révolutionnaire de notre camarade Selma Labib, en binôme avec Gaël Quirante.

JEAN-JACQUES FRANQUIER

CHLORDÉCONE : LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT FRANÇAIS EST TOTALE, INDEMNISATION DES VICTIMES !

Le Parlement a adopté le 2 juin dernier une loi reconnaissant la « part de responsabilité » de l'État dans le scandale de l'empoisonnement au chlordécone aux Antilles françaises.

Ce pesticide a été utilisé dans les bananeraies en Guadeloupe et en Martinique jusqu'en 1993, alors qu'il avait été interdit aux États-Unis depuis 1976 et malgré des alertes de l'Organisation mondiale de la santé sur sa dangerosité. Plus de 90 % de la population adulte en Guadeloupe et Martinique a été contaminée, selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire, autant dire toute la population. Outre les risques de cancer de la prostate, l'exposition à ce pesticide, un perturbateur endocrinien, entraîne des troubles neurologiques et des naissances prématurées.

Pendant des décennies, les pouvoirs publics sont restés les bras croisés en laissant les gros planteurs de bananes, les békés, descendants de propriétaires d'esclaves, utiliser ce produit qui a non seulement empoisonné les populations mais aussi les sols, les eaux et la végétation.

L'adoption de cette loi est une petite avancée pour les victimes et leurs familles qui avaient vu l'État français s'opposer systématiquement à toutes leurs demandes d'indemnisation. Mais, justement, pour l'instant, cette indemnisation est considérée comme un objectif lointain, et non comme une obligation immédiate de l'État. Le combat continue !

LYDIE GRIMAL

AGRICULTURE

Une loi d'urgence pour la souveraineté des industriels

Le 2 juin, la loi d'urgence agricole a été votée à l'Assemblée nationale, par 369 voix contre 178, le RN ayant apporté son appui au gouvernement. Sans surprise, cette nouvelle mouture reprend les grandes lignes des précédentes lois et fait la part belle à l'agriculture industrielle. La loi comprend des mesures de facilitation pour la construction de retenues d'eau et d'assouplissement des mesures de compensation en cas de destruction de zones humides. Elle vise également l'agrandissement des élevages industriels, notamment la construction de poulaillers géants.

Une mesure, réclamée par la Coordination rurale, mais aussi par la Confédération paysanne, a cependant été adoptée contre l'avis du gouvernement et de la FNSEA : la mise en place de prix « planchers », c'est-à-dire de prix garantis par l'État pour l'achat de leur production. Reste bien sûr à savoir qui fixerait ces planchers, car il y a peu de chances que les petits agriculteurs soient consultés.

La loi sera examinée par le Sénat et la commission paritaire durant l'été. Certaines mesures pourraient être retoquées, mais qu'à cela ne tienne : en parallèle, sans besoin de loi particulière, Annie Genevard, la ministre de l'Agric-

culture, se plie aux exigences des lobbies agricoles pour faire passer des dérogations à des pesticides interdits, contre l'avis des instituts de santé publique : « J'ai bien noté que la société BASF disposerait de méthodes d'évaluation alternatives et de données complémentaires afin de lever le caractère de perturbateur endocrinien de cette molécule. » BASF, géant industriel de l'agrochimie, pourrait ainsi faire autoriser un herbicide catégorisé comme perturbateur endocrinien simplement en changeant sa méthode d'analyse. L'État français monte dans le « top trois » des pays autorisant le plus de dérogations pour les pesticides interdits au niveau européen.

Sous prétexte de souveraineté alimentaire, le gouvernement se met directement aux ordres des groupes industriels de l'agriculture, agrochimie et agro-alimentaire. Leur objectif n'est pas que tout le monde mange à sa faim et dispose d'une alimentation de qualité, c'est de gratter des parts de marché pour leurs produits. Quitte pour cela à niveler par le bas les normes environnementales et empoisonner environnement et populations.

JEAN EINAUGIG

Kanaky : l'enjeu des élections provinciales du 28 juin

La province Nord et la province des îles (îles Loyautés), à grande majorité kanak, sont gérées par les indépendantistes ; la province Sud (avec le Grand Nouméa), qui concentre la majorité des richesses et de la population venue de métropole ou descendante des premiers colons (« Nouméa la blanche ») est gérée par les loyalistes (pro-France).

Pour ce scrutin, contre l'avis du FLNKS, le corps électoral a été modifié pour incorporer les « natifs ». 10 575 votantes et votants en plus avec une incidence prépondérante dans la province Sud (8 % d'inscrits en plus). Le projet initial du gouvernement d'ajouter les conjoints des natifs a finalement été rejeté par l'Assemblée nationale.

Cette question du dégel du corps électoral avait été le point de départ de la révolte de mai-juin 2024. Le FLNKS n'a cependant pas appelé à mobilisation, jugeant plus important de s'engager dans la campagne électo-

rale pour pouvoir peser sur les négociations en juillet avec l'État.

Les listes en présence montrent la division des indépendantistes (liste commune en 2019 dans la province Sud) et l'union d'une bonne partie des loyalistes. Entre les deux, quelques listes visent à tirer leur épingle du jeu institutionnel en apparaissant comme une voix d'équilibre.

La campagne bat son plein, avec quelques difficultés pour les Kanak : la réorganisation des bureaux de vote, mise en place pour des « raisons sécuritaires » après 2024, complique le vote des quartiers populaires. Et l'accès aux

îles Loyauté est rendu difficile d'un côté par le blocage des aéroports par la population locale et les autorités coutumières depuis plus de deux mois contre un projet de déplacement de l'aéroport intérieur de Nouméa et de l'autre par une panne du bateau assurant la liaison maritime.

Les résultats des votes, ainsi que le taux d'abstention, seront une indication sur les rapports de force internes aux différents camps.

Le camp loyaliste attend les élections présidentielles pour en finir avec la revendication d'indépendance. En 2027 comme en 1988 (suite au massacre de la grotte d'Ouvéa), la « question kanak » pourrait être instrumentalisée...

Après la révolte de 2024, la crise sociale s'est accentuée (12 800 salariés en moins), touchant principalement les Kanak. Les dis-

criminations, le racisme anti-Kanak sont permanents.

Le mouvement indépendantiste, englué, voire compromis dans la gestion du territoire depuis 38 ans, n'est aujourd'hui pas représentatif du développement possible d'une force d'émancipation politique et sociale : la révolte de la jeunesse en 2024 n'a pas abouti, mais elle n'est pas éteinte.

Le non-lieu général pour les 14 dirigeants de la CCAT (appel en cours) est évidemment une très bonne nouvelle. Mais cela ne dit rien sur la soixantaine de jeunes déportés en métropole après mai 2024.

« Usines, tribus même combat » ce vieux slogan du principal syndicat indépendantiste, l'USTKE, est plus que jamais d'actualité.

MARCO QATR

Liban : nouvelle escalade d'Israël et jeu des grandes puissances

« Tu es complètement fou [...] tout le monde te déteste maintenant, tout le monde déteste Israël à cause de ça » aurait lancé Trump au téléphone à Netanyahu lundi 1^{er} juin, énervé, a-t-il expliqué en confirmant son coup de fil rageur, que Netanyahu « fasse la guerre au Liban sans arrêt », risquant de saboter les négociations en cours entre les États-Unis et l'Iran.

Dimanche 6 juin, alors qu'Israël venait de bombarder à nouveau la banlieue sud de Beyrouth, le ton du parrain vis-à-vis de son allié était déjà plus modéré : Trump lui conseillait seulement des frappes « *plus chirurgicales* ». Feu vert donc une fois de plus à Israël en ce qui concerne le Liban. Trump lui demandant par contre de ne pas répondre aux quelques tirs de missiles (qui n'ont pas atteint leurs cibles) envoyés par l'Iran en solidarité avec son allié le Hezbollah libanais. En envoyant dans la nuit son aviation bombardier en Iran, sur Téhéran ainsi que sur un complexe pétrochimique au sud du pays, Netanyahu en rajoutait, ce qui fâchait à nouveau Trump. Le lendemain, le coup de grisou entre Israël et Iran se calmait. La guerre d'Iran est l'affaire des États-Unis. Mais Israël annonçait qu'il continuerait ses opérations au Liban.

Cette nouvelle escalade vient à peine quelques jours après la signature entre Israël et le gouvernement libanais, mercredi 3 juin à Washington sous la houlette des États-Unis et applaudi par Macron, d'un accord dit de cessez-le-feu. Pourtant, quand on regarde le contenu de cet accord, on ne peut que constater qu'il entérine déjà une bonne partie des ambitions expansionnistes d'Israël au Liban. On y trouve en premier objectif le retrait total du Hezbollah de la région au sud du fleuve Litani. C'est en réalité la zone d'où Israël déjà a fait fuir une grande partie de la population, rasé les villages et où il entend régner en maître, voir plus tard coloniser, lors de cette guerre qui a fait plus d'un million de déplacés.

Devrait s'ajouter, au nord donc de ce fleuve qui pourrait devenir nouvelle fron-



tière d'Israël, une autre région tampon, surnommée les « zones pilotes », où la population serait sous le contrôle de l'armée libanaise. Et pour renforcer cette armée, aujourd'hui faible et qui n'a jamais protégé les Libanais des raids militaires israéliens, l'Union européenne vient de décider une nouvelle tranche de 100 millions d'euros d'aide s'ajoutant au 82 millions qui ont déjà été accordés.

Le contrôle de la population, surtout dans les régions les plus pauvres du Liban, voilà ce que Macron et consort appellent « *assurer la souveraineté du Liban* », espérant que

cela suffise à la fois à calmer les ambitions d'Israël, et à stabiliser, sous la houlette de la grande bourgeoisie libanaise, ce pays où jadis les affaires (notamment françaises) allaient si bien mais où la pauvreté a, il n'y a pas si longtemps (2019-2021), soulevé un profond mouvement social contre les élites, toutes communautés confessionnelles confondues, qui s'y partagent le pouvoir.

OLIVIER BELIN

GUERRE POUR LE PÉTROLE ET GUERRE DE CLASSE

L'énervement de Trump aujourd'hui par rapport aux surenchères de Netanyahu montre un peu le guêpier dans lequel il s'est lui-même plongé avec cette guerre, et dont il aimerait semble-t-il bien se sortir aujourd'hui. Mais pas sans en tirer quelques profits : on ne déploie pas une telle armada, la plus puissante du monde, pour repartir la queue entre les jambes.

Mais dans cette guerre au rapport de force si asymétrique, où Trump avait menacé de « ramener [l'Iran] à l'âge de pierre », clamé plusieurs fois avoir quasiment pulvérisé les capacités militaires de l'Iran, on peut se demander pourquoi ce champion de l'*America Great Again* déclare aujourd'hui qu'il espère rencontrer prochainement le nouveau guide suprême, Mojtaba Khamenei, fils de celui qu'il a fait assassiner au moment du déclenchement de la guerre.

Car ce pas tant le nombre de missiles restant à l'Iran qui pousse Trump à chercher à négocier avec le régime iranien une porte de sortie : ce sont leurs intérêts forts compatibles. L'embourbement en Irak des États-Unis, incapables de gérer le pays après en avoir vaincu le régime de Saddam Hussein et le fiasco de 20 ans de guerre en Afghanistan pour y redonner le pouvoir aux talibans leur ont servi de leçon. Il ne suffit pas de prendre le contrôle d'un pays pour en contrôler les richesses, s'il faut ensuite en gérer aussi la misère et affronter les révoltes qu'elle suscite. Il faut pour cela avoir une dictature de rechange. Et pourquoi pas le fils d'Ali Khamenei lui-même.

Car si on l'amenait à se réconcilier avec les États-Unis (l'objet des négociations actuelles menées en alternance de rencontres entre les dirigeants et de bombardements

« Ce pas tant le nombre de missiles restant à l'Iran qui pousse Trump à chercher à négocier avec le régime iranien une porte de sortie : ce sont leurs intérêts forts compatibles. »

sur les peuples), face au peuple iranien et à sa classe ouvrière si nombreuse et surexploitée, la dictature actuelle pourrait bien être, pour les États-Unis eux-mêmes le meilleur atout.

La guerre renforce en partie le régime face à sa population, lui permettant d'arrêter, en accusant de trahison, non seulement ses opposants politiques mais même les simples militants ouvriers qui ont le courage d'exprimer au grand jour les revendications de leurs camarades de travail. Ainsi, la vague d'arrestations ces derniers jours parmi les militants soupçonnés d'être d'extrême gauche. Ainsi ce militant syndical d'une entreprise de forage pétrolier déjà licencié il y a trois ans pour avoir dénoncé les conditions de travail déplorables et les salaires de misère dans son entreprise et qui vient d'être condamné à 33 mois de prison.

O. B.

Intensification de la guerre en Ukraine... à la plus grande joie des marchands de canons !

Les derniers jours ont été particulièrement meurtriers et ont vu une intensification des bombardements et des frappes de drones de part et d'autre, tuant et blessant de nombreux civils. Dans la seule journée du 8 juin, sur le territoire ukrainien, au moins quatre personnes ont été tuées, et 18 autres blessées, dont des enfants. Le 6 juin, c'était l'Ukraine qui avait lancé un vaste bombardement de plusieurs centaines de drones sur la ville de Saint-Petersbourg, au moment où Vladimir Poutine clôturait son « Forum économique international ». La base navale de Cronstadt a été touchée, et les explosions ont fait trembler des habitations dans le centre-ville.

Signe de l'intensification de la guerre, plusieurs drones ont touché des pays frontaliers de l'Ukraine. Le 8 juin, un Rafale français a détruit un drone au-dessus de la Lettonie. La veille, un drone très probablement ukrainien a atterri en territoire moldave. Deux jours avant, c'est un port roumain qui a été endommagé « par erreur » par l'explosion de drones sous-marins ukrainiens.

Cette intensification des bombardements intervient alors que, sur le terrain, l'armée russe stagne, alors que l'Ukraine ne parvient pour l'instant pas à reprendre le dessus, bien qu'elle prétende avoir repris 100 km² de terrain à l'armée russe. Chaque jour, des dizaines voire des centaines de soldats meurent sur le front.

Mais rassurons-nous... ces pertes humaines n'ont pas lieu pour rien. Alors que la France conserve son rang de deuxième exportateur mondial d'armes, après les États-Unis, Macron a annoncé que des pilotes ukrainiens seraient invités à défiler avec la Patrouille de France lors du 14 juillet, pour célébrer le « réveil stratégique de l'Europe ». Youpi !

EN RUSSIE, POUTINE EN DIFFICULTÉ SUR LE PLAN INTÉRIEUR

Sur le plan économique, l'inflation continue d'augmenter avec un taux de 6 %, alors que le PIB recule. Les données du service fédéral des statistiques de l'État russe (Rosstat) indiquent que les arriérés de salaire ont presque doublé cette année, et ont été multipliés par six depuis début 2025. L'essence est désormais vendue sur tickets de rationnement. En Crimée, les autorités ont conseillé aux automobilistes de limiter leurs déplacements et d'abandonner leurs véhicules en cas de danger.

Ces difficultés entraînent des divisions croissantes au sein de l'appareil d'État. Une partie de la bourgeoisie est déçue que les marchandages avec Trump n'aient pas permis d'arrêter la guerre, alors que la partie la plus belliciste reproche à Poutine de ne pas décréter une nouvelle mobilisation.

Espérons que ces divisions se limitent aux classes dirigeantes et que, rapidement, les travailleurs et travailleuses interviennent sur leur propre terrain pour imposer la fin de cette guerre meurtrière..

AURÉLIEN PERENNA

L'Union européenne sur les traces de Trump contre les migrants

« Une préfiguration de ce que les Retailleau et les Bardella-Le Pen s'apprêtent à faire demain. »

Alors que les pays de l'Union européenne (UE) se sont déjà hérissés de barbelés, que sa police des frontières, Frontex, est en grande partie responsable de milliers de morts dans les naufrages d'embarcations précaires en Méditerranée et des violences subies par les migrants de la part des sinistres garde-frontières libyens, le Parlement européen vient de durcir une législation déjà scélérate contre les migrants.

La mesure phare adoptée est la création de « plateformes de retour » dans des pays extérieurs à l'UE - on parle du Rwanda, de l'Ouganda, ou encore de l'Ouzbékistan, des pays dont les régimes ne sont pas particulièrement connus pour leur respect des droits humains !

« [Ce règlement] permet de renvoyer les familles dans n'importe quel pays du monde, avec lequel elles n'auront aucun lien » : la dénonciation vient de la députée centriste Fabienne Keller, en rupture avec les macronistes. De plus, les droits de la police sont étendus tandis que la durée possible de rétention administrative est allongée. Des mesures qui n'ont rien à envier à celles prises par Trump aux États-Unis, où l'arbitraire et la brutalité de la police de l'immigration, l'ICE, a pourtant montré le visage hideux des politiques anti-migrants.

Ces mesures ont été portées par l'union de la droite et de l'extrême droite au Parlement européen. Une préfiguration de ce que les Retailleau et les Bardella-Le Pen s'apprêtent à faire demain.

J.-J. F.



En Bolivie, le mouvement de révolte paysan et ouvrier à un carrefour



Depuis maintenant plus d'un mois, la Bolivie est secouée par une lutte populaire d'ampleur qui bouscule les classes dirigeantes¹. Le mouvement a vu la jonction de différents secteurs : des petits paysans, des professeurs, des mineurs salariés, des assemblés de quartier. Si chacun avait ses propres revendications, l'absence de réponse et le mépris du gouvernement ont radicalisé les objectifs politiques du mouvement, qui réclame désormais la démission du président Rodrigo Paz.

UNE LUTTE QUI S'ORGANISE À LA BASE

Les blocages des principaux axes routiers du pays, dont le nombre oscille entre 70 et 120 selon les journées, est le mode d'action historique de la paysannerie. Celle-ci s'organise au sein de la Confédération syndicale des travailleurs paysans, et de la Tupak Katari, rassemblant des communautés paysannes indigènes originaires. Si la paysannerie représente la force vive du mouvement, y prennent également part la Fédération de conseils de quartiers (FED-JUVE) de La Paz et d'El Alto, composée notamment d'ouvriers de petites usines, le syndicat des mineurs salariés du public et du privé, ou encore le magistère urbain (enseignants) de la province de La Paz. À La Paz, à El Alto et dans d'autres centres industriels et miniers, les blocages s'organisent autour de comités de blocage réunissant ces différents secteurs, chargés de coordonner les rotations des militants, leur ravitaillement, mais aussi de décider du passage ou non de camions de marchandises. Par exemple, dans les mines, où environ 20 % des travailleurs sont en grève, les équipes se relaient entre la production et les barrages routiers afin d'éviter l'arrêt complet de l'activité et les risques de licenciements. Dans les régions rurales, la même logique prévaut : tandis qu'une partie des paysans rejoint les mobilisations à La Paz et occupe les points de blocage, d'autres sont restés garder leurs terres. La coordination de ces différents secteurs se fait sous l'égide de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), direction du mouvement.

Si depuis deux semaines le gouvernement de Rodrigo Paz cherche absolument à négocier, ses appels du pied restent lettre morte. Face au refus de la COB de négocier en raison des mandats d'arrêt frappant certains de ses dirigeants, le gouvernement a levé les poursuites les concernant. Une assemblée générale de la COB dimanche 31 mai, réunissant des délégués de tous les secteurs en lutte, devait donc trancher : accepter ou refuser d'aller aux négociations ? Si l'exécutif du syndicat semblait désireux de dialoguer, l'AG a finalement refusé toute forme de négociation et a réitéré sa revendication principale : la démission de Paz. Cette forme de contrôle de la base sur sa direction s'est ensuite exprimée lors du *cabildo* (sorte

d'AG ouverte) d'El Alto du mardi 2 juin, au cours duquel de nombreux dirigeants ont répété « qu'ils ne trahiront pas » en allant négocier dans le dos des travailleurs mobilisés.

FACE AU RISQUE D'UNE RÉPRESSION ACCRUE, LE BESOIN QUE LA MOBILISATION S'AMPLIFIE

Après quelques tentatives de déblocages des routes qui ont échoué, l'État bolivien procède désormais à des arrestations extra-légales de dirigeants, emmenés dans des lieux clandestins : cinq dirigeants de la COB ont ainsi été arrêtés dimanche 7 juin. La veille, la police et les forces armées avaient mené des opérations de déblocage dans la province de Santa Cruz, accompagnées de militants d'extrême droite de l'Union Civica, armés eux-mêmes d'explosifs distribués par l'armée. On compte un mort et plusieurs blessés par balles dont deux dans un état grave, mais le blocage a tenu, défendu par des manifestants eux aussi armés. À cette situation s'ajoute la menace imminente d'un état de siège, une nouvelle loi venant tout juste d'être votée, qui n'attend que d'être appliquée par l'exécutif.

Dans ce contexte, le mouvement est à un carrefour : la bourgeoisie a choisi, pour l'instant, de faire bloc derrière Paz. La gauche d'Evo Morales est discréditée après 20 ans au pouvoir et l'extrême droite liée à la bourgeoisie agro-industrielle de Santa Cruz est affaiblie par des scandales de corruption. Face à la répression qui s'amorce, le pas est grand : passer d'une situation de blocage et de contre-pouvoir à une situation de double pouvoir de la classe ouvrière et de la paysannerie. Mais quels qu'en soient les développements immédiats, la lutte des travailleurs et des paysans boliviens montre déjà qu'il existe une autre voie dans un continent dominé par l'impérialisme américain, marqué par l'épuisement des expériences « progressistes » et la montée des forces réactionnaires : celle de l'organisation des exploités et de leur capacité à contester directement le pouvoir de la bourgeoisie.

ROBERT DAMAN

1. npa-revolutionnaires.org/bolivie-une-lutte-populaire-determinee-bouscule-la-bourgeoisie



Élection présidentielle en Colombie : l'extrême droite en pole position

« Abelardo de la Espriella, est arrivé en tête, contrairement à toutes les prévisions, du premier tour de l'élection présidentielle avec 43,7 % des voix. »

Dimanche 31 mai, le candidat d'extrême droite, Abelardo de la Espriella, est arrivé en tête, contrairement à toutes les prévisions, du premier tour de l'élection présidentielle avec 43,7 % des voix. Cet homme d'affaires millionnaire, avocat défenseur des paramilitaires et des narcotrafiquants, est un admirateur de Milei, le président d'extrême droite de l'Argentine, et du dictateur Bukele au Salvador. Comme eux, il prétend vouloir couper drastiquement les dépenses de l'État, renforcer l'arsenal sécuritaire et construire de nouvelles prisons ; il affiche son opposition à l'avortement et promet « d'étriper la gauche ». La droite traditionnelle ne s'est toujours pas remise de sa gestion profondément corrompue et désastreuse pour les classes populaires du pays sous la présidence d'Uribe (2002-2010), puis de Santos (2010-2018) et Duque (2018-2022). Sa candidate n'a recueilli que 6,7 %. La droite s'est d'ailleurs empressée d'apporter son soutien à De la Espriella pour le deuxième tour.

Arrivé deuxième avec 40,9 % des voix, le candidat de la gauche, Iván Cepeda, se réclame du bilan de l'actuel président Gustavo Petro. Celui-ci avait remporté l'élection en 2022 à la suite d'une vaste et profonde mobilisation populaire entre 2019 et 2022, marquée par des grèves et des manifestations gigantesques. Mais la gauche arrivée au pouvoir en 2022 s'est contentée de mesures cosmétiques, sur le droit du travail, les retraites, l'égalité femmes-hommes, la réforme agraire ou l'écologie, sans jamais s'attaquer au pouvoir et aux richesses de la bourgeoisie, et sans vraiment améliorer la condition d'ensemble des classes populaires, dans ce pays où 42 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et où le Smic s'établit à 250 euros mensuels. Les grandes familles bourgeoises, y compris les propriétaires fonciers, ont, elles, continué de prospérer.

Le candidat de la gauche, Cepeda, a déjà pris soin de déclarer « vouloir dialoguer avec tout le patronat, grand, moyen et petit » et a réaffirmé ne pas « être contre les patrons, mais vouloir construire une croissance économique qui profite à tous ». Alors, le 21 juin, que le vainqueur du deuxième tour soit un ennemi déclaré d'extrême droite des travailleurs ou un ami de gauche des patrons, la classe ouvrière, les paysans sans terre et la population pauvre de manière générale n'auront d'autre choix que de s'organiser et de se battre. Ils ont déjà montré qu'ils en étaient capables.

MICHEL GRANDRY

Milliers de milliards pour la guerre

« Les dépenses militaires mondiales [atteignent] presque 2 900 milliards [...] »

C'est comme si toute la richesse produite annuellement en France servait à acheter des armes.

Les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 3 % en 2025, atteignant presque 2 900 milliards de dollars. La somme est si folle qu'on trouve difficilement un point de comparaison. C'est comme si toute la richesse produite annuellement en France servait à acheter des armes.

3 % d'augmentation en revanche, c'est moins que les 9 % de l'année d'avant. Mais il faut lire entre les lignes : la baisse des dépenses américaines, du fait de leur désinvestissement en Ukraine, a tiré le total vers le bas. Et cette baisse elle-même est en trompe-l'œil, car certaines dépenses ont augmenté, comme les investissements dans les capacités nucléaires. Trump veut, en outre, augmenter le budget militaire de 50 % d'ici 2027...

Partout ailleurs, les dépenses explosent. Elles augmentent d'un quart en Allemagne, de moitié en Espagne, de « seulement » 1,5 % en France, mais pas de panique, l'Assemblée nationale vient d'allonger 36 milliards d'euros supplémentaires sur six ans pour garnir un peu plus les arsenaux. Cela faisait soixante-dix ans que les dépenses militaires des États européens membres de l'Otan n'avaient pas autant augmenté.

L'impérialisme américain met la pression pour que ses alliés consacrent plus d'argent à la guerre. Autour de la Chine, des pays comme le Japon, Taïwan ou l'Australie voient également leurs dépenses militaires s'envoler. Le monde se hérise de missiles et de bombardiers pour le plus grand profit des marchands de canons, dont les groupes français qui ont connu en 2025 des bénéfices en hausse par rapport à 2024.

BASTIEN THOMAS



SÉNÉGAL : LES ROIS DE LA DÉMAGOGIE TOUJOURS AU POUVOIR

Au Sénégal, le Parlement a voté le 11 mars dernier, très majoritairement, une loi qui allonge (jusqu'à dix ans) les peines de prison qui visent les homosexuels.

En plus des relations homosexuelles, cette loi criminalise la promotion de l'homosexualité. Ce qui équivaut d'une part à la censure de discours qui défendent l'égalité entre tous et toutes (et en premier lieu entre les femmes et les hommes) et, d'autre part, à la mise en danger des organisations sanitaires et humanitaires qui luttent contre le VIH. Après la promulgation de la loi de Sonko, les consultations médicales ont diminué de 34,4 % selon une étude du Conseil national de lutte contre le sida.

En avril, près de soixante personnes se trouvent derrière les barreaux pour « actes contre nature, propagation volontaire du VIH et association de malfaiteurs ». Le gouvernement sénégalais joue sur la confusion entre homosexualité et pédocriminalité, surfant sur une sordide affaire de trafic d'enfants, dont le commanditaire français a été arrêté ainsi que ses complices sénégalais. Le Pastef, le parti de Sonko, flatte à peu de frais un sentiment anti-impérialiste affirmant que l'homosexualité serait une gangrène inoculée par l'Occident. Sonko choisit donc la démagogie dans une situation où le taux de chômage ainsi que les prix augmentent.

Cette loi est d'ailleurs la seule promesse qu'a tenue ce gouvernement, qui, sur les questions de niveau de vie est incapable de répondre aux aspirations de la population pauvre. Malgré la revendication d'une ligne souverainiste, Ousmane Sonko a choisi de se plier aux desiderata du FMI et de rembourser la dette colossale qui étouffe le Sénégal. Cela au moyen d'un « plan de redressement économique et social » qui est évidemment une attaque contre les classes populaires. Cette politique d'austérité ne lui aura même pas permis de se maintenir au poste de Premier ministre, puisqu'il a été remplacé le 25 mai par un partisan du franc CFA assumé. Ce qui ne présage rien de meilleur pour les exploités et les opprimés... jusqu'à ce qu'ils décident de renverser toute cette bourgeoisie réactionnaire.

MONA NETCHA

Dossier

Prisons

LES HAUTS MURS DE LA HONTE

LA PRISON, UNE MACHINE À BROYER LES PAUVRES

Avec le grand nombre de délits directement liés à la pauvreté, il existe une répression ciblée des quartiers populaires : l'enfermement dans les prisons concentre de manière particulièrement brutale les mécanismes de violence sociale produits par le système capitaliste à l'encontre des classes populaires.

Le discours du « danger » mobilisé pour justifier l'incarcération de certains profils, psychopathes ou pédocriminels, masque surtout l'échec de la prison à répondre à ces situations et à garantir une véritable protection collective. Pour neutraliser un individu dangereux pour lui-même ou pour les autres, la prison est même le pire des dispositifs. Ces situations relèvent de la santé mentale, de structures de santé adaptées, pas d'un isolement punitif qui ne fait qu'accentuer la destruction des personnes. Il est d'ailleurs révélateur de voir l'État multiplier les projets de nouvelles prisons tout en laissant dépérir le secteur psychiatrique, incapable d'assurer un suivi correct faute de moyens.

La prison ne réinsère pas : elle casse, elle marginalise, elle renforce la récidive en rompant tous les liens sociaux et humains. Ce n'est pas un outil de prévention et encore moins d'éducation, mais un outil de répression contre les « pauvres », vus comme une menace par les classes riches par le fait même qu'ils vivent de leur exploitation. Voilà pourquoi les révolutionnaires n'ont pas pour perspective d'aménager à la marge mais d'abolir la prison, tout comme les autres rouages de l'appareil d'État, gardien de l'ordre social capitaliste.

Emprisonnez ces pauvres que je ne saurais voir

Les prisons françaises débordent. Mais elles sont avant tout remplies de pauvres : chômeurs, travailleurs précaires, personnes sans domicile, jeunes des quartiers populaires ou issus de l'immigration. Selon l'Observatoire international des prisons, plus de la moitié des personnes détenues étaient sans emploi avant leur incarcération, près d'un tiers vivaient dans des conditions de logement précaires et 8 % étaient sans domicile fixe. Une personne sans domicile a jusqu'à huit fois plus de risques d'être condamnée à une peine de prison ferme.

QUAND LES DISCRIMINATIONS MÈNENT À LA PRISON

Cette réalité n'a rien d'accidentel. Dans cette société capitaliste où des millions de travailleurs subissent de plein fouet chômage, pauvreté et exclusion, les délits liés à la pauvreté sont particulièrement surveillés et réprimés : vols alimentaires, défauts de permis, petits trafics ou non-paiement d'amendes¹ conduisent fréquemment devant les tribunaux, voire en prison.

Parmi les plus démunis, ceux qui subissent le racisme sont également davantage exposés aux contrôles policiers, aux poursuites judiciaires et à l'incarcération. En France, selon une enquête du Défenseur des droits, les jeunes hommes noirs ou arabes ont jusqu'à vingt fois plus de risques d'être contrôlés par la police que le reste de la population. Pauvreté, racisme et répression se renforcent mutuellement, et ce n'est pas un hasard si ceux qui subissent le plus souvent les discriminations à l'em-

bauche, au logement ou à l'école sont également surreprésentés parmi les personnes contrôlées, poursuivies et emprisonnées².

UNE MACHINE À FABRIQUER DE L'EXCLUSION

La prison ne reflète pas seulement les inégalités, elle les aggrave. Au 1^{er} décembre 2025, les prisons françaises comptaient plus de 86 000 détenus pour seulement 63 600 places, soit un taux d'occupation supérieur à 135 % - il dépasse même 200 % dans certains établissements et des milliers de détenus dorment sur des matelas posés à même le sol ! Cette promiscuité produit des violences, un manque d'accès au soin et une détérioration de la santé physique et mentale des détenus.

Les effets à la sortie sont tout aussi révélateurs. Selon le ministère de la Justice, près de 60 % des personnes libérées sans accompagnement récidivent dans les cinq ans. À l'inverse, ce taux chute de moitié en cas de suivi socio-éducatif. Mais ces dispositifs restent largement sous-financés ! Une fois libérés, les anciens détenus doivent également faire face au poids du casier judiciaire, qui complique l'accès à l'emploi, au logement et parfois même à certaines formations.

Loin d'être un remède aux problèmes sociaux, la prison contribue donc à les entretenir et à les renforcer.

MARTIN ERAUD

1. La prison pour dettes n'existe plus en France depuis 1867... sauf, éventuellement, dans le cas du non-paiement d'une amende.

2. À ce sujet, lire *La couleur de la justice* de Michelle Alexander. Publié en 2010, ce livre analyse le système pénal américain et montre comment la « guerre contre la drogue » a contribué à l'incarcération massive des populations noires et latino-américaines.

L'ÉTAT ENFERME, LES CAPITALISTES ENCAISSENT !

Face à la surpopulation des prisons, les gouvernements avancent toujours la même solution : construire davantage d'établissements pénitentiaires, un véritable marché dont bénéficient de grandes entreprises privées.

UN MARCHÉ FINANCÉ PAR L'ARGENT PUBLIC

Contrairement aux États-Unis, où certaines prisons sont entièrement gérées par des groupes privés, en France, la surveillance des détenus reste assurée par des fonctionnaires. Mais une grande partie de la vie quotidienne en détention est confiée au privé : restauration, blanchisserie, maintenance des bâtiments, nettoyage, travail pénitentiaire, formation professionnelle ou encore accueil des familles. Aujourd'hui, plus de la moitié des personnes détenues sont concernées par cette gestion déléguée, répartie dans 71 établissements sur 186. En 2020, plus de 323 millions d'euros ont été versés à des prestataires privés pour ces services, par exemple Sodexo ou Gepso (une filiale d'Engie). Sodexo gère la restauration dans plusieurs centres pénitentiaires et emploie des détenus à des tâches logistiques,

pour des salaires dont les minima sont bien inférieurs au Smic.

LE JACKPOT DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Mais c'est dans la construction et la gestion immobilière des établissements que se situent les véritables enjeux financiers. Depuis les années 2000, l'État a massivement recours aux partenariats public-privé (PPP) : les collectivités publiques mettent à disposition le terrain et définissent les besoins, tandis que les groupes privés financent la construction, conçoivent les bâtiments et assurent leur maintenance sur plusieurs décennies. En échange, l'État verse un loyer annuel sur des périodes pouvant atteindre 25 à 30 ans.

Ce modèle a ouvert la voie à un marché particulièrement lucratif pour quelques grands groupes du BTP. En 2017, la Cour des comptes estimait à 2,1 milliards d'euros le pactole représenté par les contrats de PPP pénitentiaires, partagé entre quatre géants du BTP : Bouygues, Eiffage, Spie Batignolles et Vinci.

La prison est une rente, sécurisée par l'État, qui repose sur l'existence d'une population carcérale enfermée en grande majorité pour des faits liés à la pauvreté. Plus la misère produit de prisonniers, plus les grands groupes du BTP et des services engrangent de profits.

La prison n'est donc pas seulement un outil de répression. Elle est aussi devenue un secteur économique à part entière, où l'enfermement des plus pauvres se transforme en opportunité de profit pour le capital.

M. E.



Les forçats du XXI^e siècle

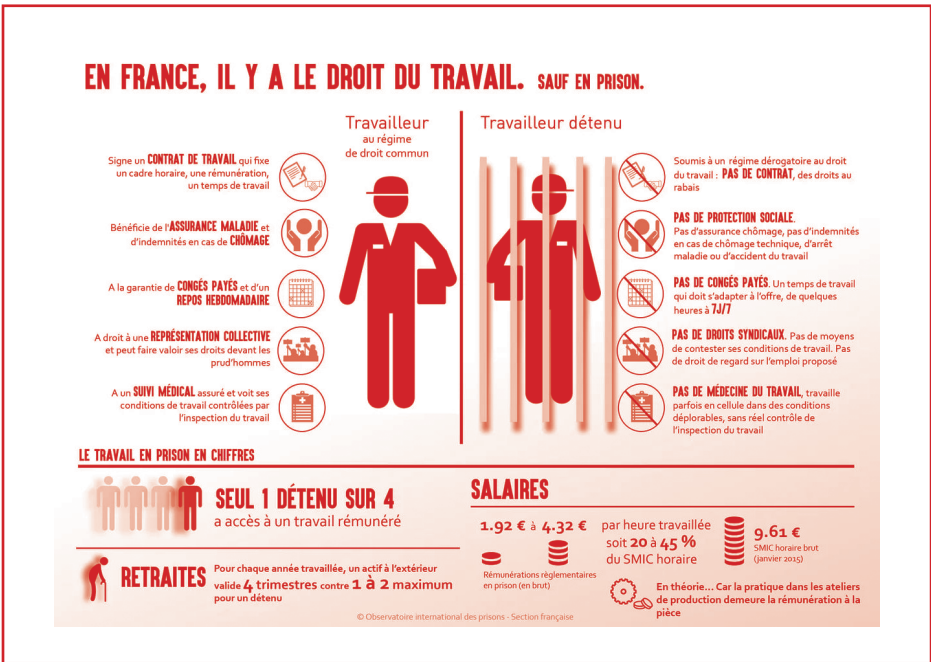
Bien que tenus à l'écart du reste de la société, les prisonniers n'échappent pas à ses maux : la misère et, pour nombre d'entre eux, l'exploitation. Ceux qui travaillent en prison représentent en France près de 30 % des détenus, soit près de 22 000 personnes. Leurs salaires sont très bas, entre 20 et 45 % du Smic – 280 euros par mois en moyenne. Les détenus n'ont droit à aucune indemnité en cas de maladie professionnelle ou de chômage. Les horaires sont extrêmement flexibles, au bon vouloir de l'administration pénitentiaire et, le cas échéant, du patron.

Le système de cantine – de nombreux biens et services sont payants en prison – exerce sur les détenus un chantage systématique : travailler est le seul moyen d'accéder à des conditions de détention moins pénibles pour les détenus qui ne peuvent bénéficier du soutien de leurs proches.

En plus de salaires misérables, les détenus subissent une discipline encore plus féroce que dans les usines : pas de droit de grève, aucune possibilité de défendre ses intérêts ou de s'organiser collectivement. Les dérogations au droit du travail commun sont innom-

brables, malgré les (très) timides tentatives de réforme de l'administration pénitentiaire en la matière. Bien que la convention de l'organisation du travail international, qui proscrit le travail forcé, ait été ratifiée par la quasi-totalité des pays de la planète, le travail des détenus est fréquent dans les faits. En France, techniquement, les détenus signent un contrat de travail. Mais la pression qui s'exerce sur eux est bien plus forte que sur le salarié ordinaire – dont la « liberté » à l'intérieur de l'entreprise, bien que codifiée, relève souvent de l'arbitraire patronal. La Chine et les États-Unis, les deux principales puissances capitalistes mondiales, sont aussi celles qui comptent le plus de prisonniers, et elles ont d'ailleurs refusé de signer cette convention sur le travail forcé.

Au-delà de son rôle de maintien de l'ordre, la prison remplit donc une fonction économique. En France, si de nombreuses tâches en prison sont des tâches d'intérêt général liées à l'entretien de la prison – ce qui permet à l'État de faire des économies sur le dos des détenus –, près d'un tiers des prisonniers travaillent pour des entreprises privées. Aux États-Unis, avec deux tiers des deux



millions de personnes incarcérées qui travaillent, cela représente chaque année pour 11 milliards de biens et services (soit environ 8 000 dollars par détenu pour un travail gratuit ou quasi gratuit). Les prisons privées américaines, en plus de bénéficier de juteux contrats avec l'État, profitent de cette main-d'œuvre corvéable à merci. Dans les prisons publiques, de grandes entreprises ont accès à cette main-d'œuvre en détention, comme

Starbucks, IBM, McDonald's ou Walmart. Le film *The Big One* de Michael Moore, sorti en 1997, montre par exemple un centre d'appel employant exclusivement des prisonniers, dont les interlocuteurs ne sont pas au courant de la situation.

La soif de profits ne s'arrête pas à la porte des prisons.

ROBIN KLIMT

QUAND LA BOURGEOISIE VOIT ROUGE

Si, dans les pays dits démocratiques, la répression étatique passe généralement par de longues procédures judiciaires avant de recourir à l'emprisonnement, il y a de nombreux cas où l'État ne s'embarrasse pas de ces formalités. Il existe en effet tout un arsenal juridique qui permet de recourir aux incarcérations expéditives. Elles visent souvent les jeunes des quartiers populaires, en particulier ceux issus de l'immigration. Outre les peines complètement disproportionnées prononcées par les tribunaux, de nombreux innocents se retrouvent derrière les barreaux. C'est le lot commun des jeunes Noirs américains, considérés par l'État comme des délinquants en puissance, et persécutés par la justice au nom de la guerre contre la drogue.

Ces méthodes sont souvent utilisées face à des mouvements de contestation, afin de briser et décourager les têtes qui dépassent, mais aussi d'intimider tous ceux qui pourraient être tentés de se révolter.

La France n'échappe pas à cette règle, bien au contraire ! Le mouvement des Gilets jaunes, ou encore les émeutes qui ont suivi la mort de Nahel, ont donné lieu à des centaines d'emprisonnements de manifestants, généralement jugés en comparution immédiate. Le vol d'une canette, voire la simple présence à un rassemblement, pouvait suffire à passer

quelques mois en prison.

Dans le même temps, les policiers qui ont éborgné des Gilets jaunes à coup de LBD ou de grenades envoyées en tir tendu, et même celui qui a tué Nahel, bénéficient d'une totale impunité.

Quand la bourgeoisie et son État sont inquiets, à fortiori quand ils se sentent menacés dans leur existence, ces pratiques prennent des proportions bien plus grandes. En Iran, lors de la révolte qui a secoué le régime il y a quelques mois, en plus des 30 000 manifestants massacrés, des milliers de personnes croupissent désormais en prison – et les exécutions ne s'interrompent pas, à l'abri de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran. C'est vrai aujourd'hui, ça l'était hier : un des actes de naissance de la Troisième République en France n'a-t-il pas été, après le massacre de la Semaine sanglante, l'envoi de 40 000 communards dans les bagnes de Kanaky ?

Qu'ils se présentent comme démocratiques ou soient des dictatures assumées, les États utilisent les prisons comme instrument privilégié de la répression contre les classes populaires.

R. K.

Un pilier de l'ordre capitaliste à abattre

L'idéologie sécuritaire et répressive qui sert à justifier l'existence de la prison postule que la répression est le seul moyen d'empêcher les comportements asociaux et violents. Cela permet de ne jamais s'en prendre aux racines de ces comportements : la marginalité, la précarité, la pauvreté auxquelles est condamnée une fraction toujours croissante des classes populaires.

En écartant d'emblée la responsabilité de l'ordre social, il devient possible de culpabiliser les pauvres, considérés comme des irresponsables, comme des dangers pour l'ordre public. Avec pour conséquence d'en appeler plus ou moins ouvertement à un contrôle social des classes populaires. Ce n'est donc pas un hasard si la casse des services publics dans de nombreux pays depuis les années 1980 s'est accompagnée d'un tour de vis répressif et d'un renforcement des prisons. Cette idéologie est hypocrite : les délits et les crimes des puissants – les politiciens et, à fortiori, les patrons – ne sont quasiment jamais punis quand, de l'autre côté, les pauvres reçoivent des peines disproportionnées.

Supposée préparer la « réinsertion » des détenus, la prison n'empêche pas la récidive, elle l'encourage même. La prison est le reflet d'une société fondée sur l'exploitation et les oppressions. Elle est une des nombreuses formes de la violence exercée par l'État pour assurer le maintien de l'ordre social.

Si les associations de soutien aux droits des détenus et de défense des droits démocratiques ont raison de dénoncer et combattre les violences en milieu pénitentiaire, nous ne pouvons nous contenter de chercher à rendre les prisons plus humaines. Ce sont les prisons elles-mêmes qui sont à détruire. Le fait même d'isoler et chercher à briser psychologiquement les individus pour prétendument les éduquer est une aberration.

Il faut se débarrasser des prisons dont la destination première est la répression des classes populaires, comme il faut se débarrasser de tous les autres instruments répressifs de l'État bourgeois – police, armée, tribunaux –, et construire une société qui ne prétendra plus éduquer la population par les matraques et les prisons.

R. K.

« Ils ne nous empêcheront pas de lutter »

UNE MANIFESTATION CONTRE TOUTES LES RÉPRESSIONS ET POUR LE REGROUPEMENT DE NOS LUTTES

La répression n'est plus l'apanage des équipes militantes combatives : Sophie Binet, secrétaire de la CGT, vient elle-même d'être mise en examen pour « diffamation », à la demande de l'entreprise Tefal. Donc personne n'est à l'abri !

Message bien reçu. Mais plutôt que de se laisser intimider ou de se contenter de constater l'avalanche de poursuites disciplinaires et pénales contre les militantes et les militants de tous les mouvements sociaux, les postiers de plusieurs régions, notamment du 92 et la fédération SUD-PTT, ont pris la décision de proposer à toutes celles et ceux qui sont visés par la répression de manifester ensemble à Paris.

L'objectif de la manifestation : rendre visibles les résistances qui ont suscité toutes les poursuites. Car s'il y a de la répression, c'est qu'il y a des luttes : les poursuites innombrables contre les syndicalistes qui défendent leurs collègues, les procès de plus en plus nombreux à l'encontre de militants syndicaux ou politiques pour leur soutien à la Palestine, les poursuites contre les étudiants de l'Unef pour diffamation parce qu'elles et ils dénoncent la sélection à l'université...

En regroupant celles et ceux que le patronat et l'État jugent suffisamment dangereux pour être poursuivis, on peut former une sacrée équipe d'empêcheurs d'exploiter en rond ! La manifestation du 20 juin partira du siège social de La Banque postale en raison de la force toute particulière de la répression à La Poste : six mois de prison avec sursis pour Gaël Quirante, secrétaire de SUD Poste 92 et porte-parole du NPA-R, pour avoir simplement participé à une grève en 2014 !

La manifestation passera devant le ministère des Affaires étrangères pour dénoncer la criminalisation des luttes internationalistes. Et elle finira devant le ministère du Travail, une cible commune à l'ensemble des secteurs du monde du travail.



TEMPÉRATURES EXTRÊMES : ÇA CHAUFFE DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES !

La vague de canicule qui a frappé le pays fin mai s'est fait particulièrement ressentir dans les établissements scolaires. Selon le principal syndicat enseignant, le Snes-FSU, dans 77,6 % des collèges et des lycées, des températures de plus de 30 °C ont été relevées. Plusieurs malaises d'élèves ou de professeurs ont eu lieu.

Depuis mai 2025, les établissements scolaires sont censés proposer des adaptations en cas de vague de chaleur. Or, neuf établissements sur dix n'ont proposé aucun aménagement. Seuls 7 % des établissements ont adapté leurs horaires. Ne parlons même pas de faire poser tout simplement les volets, qui sont le plus souvent cassés et hors d'état !

Les établissements scolaires sont dans un état déplorable. Lorsqu'il ne gèle pas l'hiver parce que les chauffages sont HS, on cuit comme dans une cocotte-minute dans les salles de classe bondées. Le Fonds vert, pour la rénovation des bâtiments publics, qui n'avait déjà pas beaucoup de moyens avec 3 milliards d'euros en 2023 (le Snes-FSU estime qu'il faudrait au moins 5 milliards pour rénover les collèges et les lycées, sans compter les écoles donc), a été réduit à 700 millions d'euros ! Pendant ce temps, on arrose les grands patrons et le budget de l'armée augmente à vitesse grand V !

CORRESPONDANTS

TEFAL (GROUPE SEB)

Procédures-bâillon et chantage à l'emploi pour continuer à exploiter et empoisonner

Nos lecteurs nous ont informé que le logo du NPA-R avait été utilisé dans un tract de FO Tefal que nous reproduisons ici. Ce syndicat pro-patronal (qui s'est paré de l'étiquette FO comme il aurait pu en choisir une autre) profite d'une de nos brèves pour stigmatiser quiconque, et en particulier les salariés qu'il prétend représenter, oserait dénoncer les risques de maladies professionnelles et de pollution liées à l'usage des PFAS, substances dont la pollution est permanente.

RÉACTIONS EN CHAÎNE

Janvier 2025, comité France du groupe SEB, dont Tefal est une marque : plusieurs témoignages décrivent une direction qui menace ceux qui briseraient l'omerta qu'elle cherche à imposer. Joignant le geste à la parole, elle sanctionne une coordinatrice CGT accusée d'avoir tenu des propos menaçants à l'égard de FO (repris dans leur tract). La déléguée nie toute menace (c'est même exactement le contraire) et a porté l'affaire aux prud'hommes.

Fête de L'Humanité septembre 2025 : Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, dénonce la répression patronale chez Tefal. Comme pour lui donner raison, la direction la poursuit en diffamation, ainsi que Fabien Gay, le directeur de L'Humanité.

Juin 2026 : le syndicat FO du site Tefal de Rumilly (74) publie ce tract qui appuie les procédures-bâillon et les sanctions disciplinaires contre des salariés du groupe.

LES CASSEROLES DE TEFAL

La répression est une spécialité de la direction de Tefal, tristement célèbre pour s'être acharnée contre un salarié lanceur d'alerte et avoir fait muter une inspectrice du travail afin qu'elle cesse des contrôles. Dix ans de procédures où le patron s'est fait pas-

ser pour une victime, alors qu'il cherchait à enterrer le fond de l'affaire, en l'occurrence du surtravail non payé.

Si Tefal a obtenu la condamnation de l'inspectrice - alors même que la justice a dû reconnaître en 2022 que celle-ci n'avait commis aucune faute personnelle - c'est grâce à l'acharnement du parquet local, travaillant main dans la main avec la hiérarchie de l'inspection du travail.

Fort de ces appuis des pouvoirs publics, le groupe SEB emploie les mêmes méthodes pour tenter d'enterrer sa responsabilité dans la contamination par les PFAS, ces polluants éternels utilisés dans les ustensiles de cuisine et au-delà dans de nombreuses productions de la chimie et de la métallurgie.

UN EMPLOI POUR TOUS, SANS POUR AUTANT PERDRE SA VIE À LA GAGNER, C'EST TROP DEMANDER ?

Si l'une de ces substances, le PFOA est interdit depuis 2012, des milliers d'autres de la famille des PFAS sont toujours utilisées dans les procédés du groupe SEB. C'est le cas du PTFE (téflon), qui est cité dans le tract FO, et qui a remplacé le PFOA dans les poêles. Et dans les autres usines du groupe ? Et dans le reste des sites de chimie et de métallurgie ?

Les militants CGT du groupe SEB parti-



cipent, aux côtés d'autres salariés du couloir de la chimie lyonnais, au « collectif PFAS » qui dénonce l'usage de ces molécules dont la dangerosité est avérée ou suspectée. Ces produits pourraient être toxiques pour les usagers, les populations environnantes et en premier lieu pour les salariés qui sont les plus exposés. L'exposition devrait au moins impliquer un suivi médical avec des tests sanguins réguliers, mais il est scandaleux de continuer de produire ces substances !

Les patrons mentent quand ils prétendent défendre l'emploi. Ils défendent leurs profits. Ils savent qu'un jour ou l'autre ces produits seront interdits, ils cherchent seulement à retarder l'échéance et à payer le moins possible. Les industriels qui défendaient l'amiante ont condamné 100 000 ou-

vriers à mourir du cancer, rien qu'en France, avec ce genre de manœuvres qui ont retardé son interdiction de dizaines d'années.

Seule la lutte collective pourra faire passer nos vies avant leurs profits. Il n'y a pas de fatalité à choisir entre un travail qui expose à des cancérigènes ou bien être jeté à la rue. C'est au groupe SEB de payer pour les maladies auxquelles il expose ses salariés, ses clients et la population voisine des usines. C'est dans ses caisses que les salariés et la population, unis, pourront puiser pour financer la transition vers des industries sans polluants éternels. Tout l'acharnement répressif de la direction doit être combattu pour exiger l'essentiel : ne pas perdre sa vie à la gagner !

CORRESPONDANT

50 % en moins sur la prime, alors... ça bouge à Airbus !

Il y a un peu plus d'une semaine, la direction d'Airbus proposait 500 euros de prime exceptionnelle pour « compenser » les 2 400 euros manquants entre la prime de participation versée l'an passé (4 400 euros en moyenne) et celle versée cette année (2 000 euros en moyenne). À cette annonce, des salariés se sont mis en grève à plusieurs reprises et sur plusieurs sites d'Airbus en France. Airbus réalise des profits record généreusement versés aux actionnaires ou au PDG (+ 35 % de salaire cette année), mais pour les salariés c'est 50 % en moins sur la prime. Alors à Toulouse, des manifestations ont eu lieu dans les hangars des chaînes d'assemblage, des rassemblements pour huer la direction sous ses fenêtres lors de réunions de négociation et surtout des assemblées de grévistes, petites mais assez déterminées pour reconduire et proposer de nouveaux rendez-vous jour après jour. En bref, une ambiance qu'on n'a



pas la chance de croiser tous les jours à Airbus. Ce devait être aussi l'avis de la direction qui a tout fait pour essayer de contenir la colère, notamment en faisant régler les réveille-matin des RH et autres chefs quelques heures plus tôt pour assurer une pression continue. Si le nombre de grévistes ne suffit pas encore pour faire flancher la direction, pour la plupart c'est la première fois qu'ils s'opposent frontalement à leurs chefs d'équipe ou à leurs délégués syndicaux respectifs. De fait, seule la CGT Airbus a appelé et soutenu la grève. D'autres syndicats très majoritaires en production comme FO-Airbus ont estimé que les propositions de la direction étaient suffisantes. Cette première expérience de grève sera sans doute décisive pour les prochains combats. Et cela sans compter les rencontres entre différentes équipes de grévistes venus des quatre coins des sites toulousains, qui se sont connues et reconnues les unes les autres, représentant des grévistes de tous les syndicats ou non syndiqués. Un premier acquis de cette semaine : se retrouver au-delà du petit jeu de la division syndicale et se considérer d'abord et avant tout comme des salariés attaqués par un même patron !

CORRESPONDANT

Les bas salaires à La Poste : toujours au Smic en somme !

Le 1^{er} juin, le Smic passe de 1443,11 euros à 1477,93 euros net, une augmentation prévue par la loi dès que l'inflation dépasse 2 %, Avec cette année une hausse de 2,41 %, cela fera à peine 35 euros net par mois. Pas de quoi résoudre le problème des fins de mois difficiles. Mais les postiers ont reçu un joli mail de la direction indiquant que les plus bas salaires seront augmentés à partir du 1^{er} juin 2026, ce qu'elle ose présenter comme une « mesure de considération en faveur des salariés ». En fait les salaires sont tellement bas que la direction a été obligée d'ajuster les grilles de rémunération pour que les moins bien payés ne soient pas en-dessous du Smic ! Elle s'en acquitte au centime près, c'est tout. Et cela concerne les salariés des premiers niveaux I.2 et I.3 à La Poste - c'est-à-dire la plupart des facteurs, collecteurs de courrier ou agents des centres de tri - payés au Smic ou juste au-dessus avec quelques primes qui d'ailleurs baissent à vue d'œil. Ces très bas salaires permettent à La Poste de payer

moins de cotisations sociales (pourtant une partie de notre paie pour nous soigner ou toucher une retraite). Aux NAO de février 2026, la Poste n'avait annoncé qu'une augmentation de 0,7 %, alors que les bénéfices avaient dépassé le milliard. Même chose en 2025 ! Quant aux fonctionnaires, leur rémunération est gelée dans le budget 2026 et, depuis octobre 2025, leur paie est défalquée de 10 % quand ils sont en arrêt maladie. La Poste, elle, fait de gros profits en payant les agents au lance-pierre et en supprimant des milliers d'emplois. Elle s'illustre d'ailleurs ces dernières années en licenciant de nombreux collègues dits « inaptes », usés par les conditions de travail. Alors la voie à suivre, c'est celle des collègues des centres de tri qui avaient organisé des débrayages pour exiger de vraies augmentations !

CORRESPONDANTE

GRÈVE DU 10 JUIN À LA SNCF : TOURS DE CHAUFFE AUX ATELIERS DE QUATRE-MARES



Pendant la canicule fin mai, les collègues ont décidé de débrayer deux fois en moins d'une semaine... sans attendre des consignes syndicales qui ne venaient pas ! Et à raison, car les ateliers ne sont pas équipés pour des températures à plus de 40 degrés. La seule réponse de la direction a été de nous parler... de production. Une bonne blague venant de ceux qui passent leur journée dans des bureaux climatisés. Visiblement ce n'était pas la seule raison des débrayages, car un troisième coup de semonce a eu lieu mardi 9 juin dans la foulée de l'AG de préparation du 10. Entre le refus des pointes, les intérimaires non renouvelés, les sanctions qui tombent à la pelle... et le directeur qui n'a jamais aucune réponse aux questions, il fallait que ça sorte de nouveau. Une nouvelle fois les ouvriers sont allés nombreux parler de près au directeur numéro 1. Car à Quatre-Mares, comme partout ailleurs à la SNCF, on ressent comme jamais la dégradation de nos conditions de travail, avec des patrons qui se fichent de notre santé ou de nos vies, tant que les profits vont bien. Les bonnes nouvelles concernant les taux de grève attendus le lendemain au niveau local comme au niveau national ont galvanisé tout le monde. Il y aura un piquet et une AG inter-services à Sotheville-lès-Rouen, et ce sera le cas aussi dans de nombreux autres chantiers SNCF un peu partout dans le pays. La grève, tous et toutes ensemble, que de bonnes perspectives décidément pour faire ravalier à l'État et à Castex leurs projets néfastes pour tous les cheminots !

CORRESPONDANTS

Decathlon : à fond le Smic et à fond les profits

Avec plus de 1 000 grévistes selon la direction, et 3 000 selon la CFDT qui a recensé les débrayages partiels, les salariés de Decathlon étaient en grève partout en France samedi 6 juin, et se sont fait entendre devant de nombreux magasins, dont plusieurs ont dû fermer faute de personnel suffisant.

« SPORTIFS SOUS-PAYÉS, C'EST NOTRE MÉTIER » En cause, l'annonce par la direction le 27 mai dernier qu'elle ne comptait pas répercuter la hausse du Smic de 2,41 % prévue au 1^{er} juin autrement que sur les salaires concernés par le nouveau seuil légal. La nouvelle a immédiatement fait réagir l'ensemble des équipes et fait ressortir tous mécontentements accumulés. Le « package de rémunération » mis en avant par les petits chefs pour justifier des salaires au ras du minimum légal, avec des primes, variables par définition, dont les objectifs économiques sont de plus en plus difficiles à atteindre et qui mettent en concurrence les équipes. Et surtout une course à la productivité qui se traduit par une augmentation de la charge de travail en magasin : en deux ans, ce sont près de 2 000 postes qui ont disparu au gré des non remplacements.

« ACTIONNAIRES MILLIARDAIRES, SALARIÉS EN COLÈRE, AUGMENTEZ LES SALAIRES, PAS LES ACTIONNAIRES ! » Dans son mail, la direction annonçait ne pas augmenter l'ensemble des salaires afin de « préserver l'équilibre économique » et « ses capacités d'investissement ». À d'autres ! Il y a deux mois, la même direction nous demandait de tous nous applaudir bien fort pour les résultats exceptionnels réalisés : 16,8 milliards de chiffre d'affaires, et surtout 910 millions de bénéfice net, en hausse de 16 %. Au sein de la galaxie de la riche famille Mulliez (empire commercial dont le poids est estimé à 10 % du commerce en France), l'enseigne est aujourd'hui l'une des plus profitables. Au point qu'il y a un an et demi, les actionnaires de l'AFM s'étaient versé une petite rallonge d'un milliard d'euros de dividendes en extra.

« 3 % C'EST PAS POUR M'ACHETER UN YACHT, C'EST JUSTE POUR SORTIR LA TÊTE DE L'EAU » De l'argent il y en a dans les coffres des Mulliez qui débordent, pour nous permettre de respirer un peu, alors que nos salaires de misère ne nous permettent pas de vivre correctement et sont sans cesse grignotés par l'inflation ! Après la réussite de la journée de samedi, ce sont les entrepôts, soumis aux mêmes bas salaires et à la même dégradation des conditions de travail, qui se mettront en grève.

CORRESPONDANTE



Stellantis Mulhouse: un milliard pour la guerre économique, rien pour les travailleurs

Le 2 juin, à Stellantis Mulhouse, le patron du groupe, Antonio Filosa, est venu avec deux ministres (Économie et Industrie) annoncer officiellement un milliard d'investissement en France sur quatre ans. Une semaine avant, le 26 mai, Macron à l'égo aiguisé lui avait grillé le coup de pub en claironnant la nouvelle secrète devant des chefs d'entreprises invités à l'Élysée, Stellantis démentant l'info pour faire sa propre annonce sept jours plus tard... Pendant une semaine, les travailleurs de Mulhouse étaient donc en colère contre ce cirque médiatique au sujet de leur avenir.

Ce milliard de Stellantis, dont 400 millions pour le site de Mulhouse lui-même, doit permettre à ce site de Mulhouse de produire trois nouveaux véhicules électriques et hybrides à partir de 2029, en remplacement des Peugeot 308 et 408. Ils seront fabriqués sur une nouvelle plateforme STLAone, censé faire baisser les coûts de développement de 20 %, et réduire le temps de conception à 24 mois comme chez les constructeurs chinois.

Actuellement à Mulhouse (4 500 salariés dont la moitié à l'assemblage) il n'y a plus que deux demi-équipes de production (matin et après-midi) au lieu de deux équipes et demie il y a deux ans. Dans quelques semaines, la production de la DS7 doit s'arrêter (80 postes menacés au montage, avec un impact direct sur ceux de sous-traitants comme Geodis) et il y a un risque de passage à une seule demi-équipe. En attendant 2029, le site se vide encore actuellement de ses effectifs, avec une moyenne d'âge de plus de 50 ans.

Les trois nouveaux véhicules ont été applaudis par les syndicats maison. Le site ne va pas fermer comme Stellantis



Douvrin en 2026 et produira des voitures alors que le site de Poissy, lui, stoppera sa production définitivement en 2028. Mais à Mulhouse on ne connaît ni les effectifs nécessaires, ni les conditions de fabrication, ni les volumes et durée de production des trois véhicules. À chaque fois, les investissements vont de pair avec la robotisation et des suppressions de postes. En Italie, en avril, la direction a annoncé qu'elle fabriquerait à Stellantis Pomigliano près de Naples en 2028 une petite voiture électrique à 15 000 euros (nouvelle version de la Citroën 2 CV), mais en même temps elle y supprime déjà plus de 300 postes. Avec ou sans nouvelles voitures, pour les travailleurs, il est donc urgent d'organiser la riposte et d'investir dans les luttes.

CORRESPONDANTS

TRANSPORTS BORDEAUX MÉTROPOLÉ (TBM) : UNE JOURNÉE DE GRÈVE ENCOURAGEANTE POUR LA SUITE

En traversant le piquet de grève pour sortir de ses bureaux jeudi 4 juin au matin, le directeur général de TBM tirait une sacrée tronche. Autour de 20 % des effectifs de conducteurs, 400 collègues, se sont mis en grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail, et en particulier contre le refus presque systématique de la direction de leur accorder leurs permissions, sortes de congés qui leur reviennent pourtant de droit. On parle de plus de 67 500 jours de « dette sociale » accumulée au total, trams et bus confondus : 34 jours par conducteur !

C'est bien sûr le sous-effectif qui est en cause. Mais plutôt que de recruter, la direction pointe un prétendu absentéisme : les collègues se mettraient trop souvent en arrêt ! En réunion de crise le jour de la grève, le directeur propose donc comme solution d'instaurer trois jours de carence en cas d'arrêt maladie. Pile je gagne, face tu perds...

Sur le piquet, on fait état d'un ras-le-bol général. Les salariés sont en berne avec seulement 1 % d'augmentation aux NAO de janvier. Et puis, comme partout, avec la canicule, la direction incitait à conduire sous la fournaise des bus sans climatisation. Enfin, avec la victoire du PSG, des conducteurs se sont retrouvés mis en danger, sans déviation et avec un poste de contrôle débordé, à conduire là où les célébrations étaient



pourtant prévisibles, faisant dire à certains que les conducteurs auraient bien mieux assuré l'organisation du réseau que la direction ce soir-là.

Jeudi dernier, l'unité syndicale n'était pas à l'ordre du jour. Mais c'est bien plus l'unité entre travailleurs syndiqués ou non-syndiqués, au bus, au tram, à la maintenance et surtout, qui les rendra forts. Cette cohésion se construit sans attendre, en saisissant chaque occasion petite et grande de relever la tête collectivement.

CORRESPONDANT

Non à la fermeture de Renault VSF !



La direction de Renault a annoncé fin mai la fermeture en 2027 du centre d'ingénierie de Villiers-Saint-Frédéric dans les Yvelines, où environ 800 salariés travaillent sur les véhicules utilitaires du groupe.

Parmi les prétextes invoqués, le site serait trop onéreux à rénover et en surcapacité. Une surcapacité consciemment préparée par des centaines de suppressions de postes dans l'ingénierie, dont une nouvelle vague prévue ces prochains mois. La fermeture de ce « vieux » site (ouvert en 1965) doit donc permettre de faire des économies sur l'immobilier pour dégager plus de cash, dans un contexte de compétition accrue entre constructeurs.

La direction prétend qu'aucun emploi ne sera impacté. Mais qui la croit ? De toute façon, les salariés vont faire les frais de cette opération financière : 450 employés de Renault et de sa filiale Ampère seront mutés sur d'autres sites. Et les transferts débiteront dès octobre, dans quatre mois ! La majorité ira au Technocentre de Guyancourt, principal site d'ingénierie Renault, relativement proche de VSF. Et des dizaines d'autres seront envoyés à 70 kilomètres de là, sur le site d'essai d'Aubevoys (dans l'Eure) ou au centre technique de Lardy (dans l'Essonne). L'allongement du temps de trajet risque d'en convaincre un certain nombre de démissionner. Reste à voir où les émigrés de VSF parviendront à s'installer sur ces sites dont certains manquent d'espace... Quant aux 300 sous-traitants employés à VSF, leur sort est inconnu à ce stade, ce qui ne présage rien de bon.

Si les principaux syndicats du site (CFDT et CFE-CGC) accompagnent le projet de la direction, les salariés de VSF ont toutes les raisons de se mettre en colère. Mercredi 10 juin, ils étaient plus de 70 à se mobiliser pour demander des comptes à la direction, sans attendre les syndicats pro-patronaux. De l'argent, Renault en a pour maintenir les sites et les emplois. Depuis 2023, le groupe a distribué 1,7 milliard d'euros de profits en dividendes et en rachats d'actions. Mais la casse sociale n'est pas spécifique à Renault : elle touche bien des constructeurs et sous-traitants dont les salariés menacés seraient des alliés potentiels pour faire barrage ensemble à l'offensive patronale.

CORRESPONDANT

54^e CONGRÈS DE LA CGT

Une direction confortée dans sa stratégie de la défaite par un congrès sans enjeu

Au 54^e congrès confédéral de la CGT, du 1^{er} au 5 juin à Tours, le rapport d'activité a été approuvé à 80 %, et Sophie Binet a été réélue à la tête de la confédération. Pas de surprise : il s'agissait d'un congrès sans enjeu majeur, qui se déroulait sans mobilisation importante dans la classe ouvrière. Contrairement au congrès précédent où, alors que les cendres de la mobilisation des retraites étaient encore chaudes, différentes parties de l'appareil s'étaient affrontées, où le rapport de la direction sortante avait été rejeté par les délégués, contraignant cette dernière à renoncer à la candidature de celle qui devait succéder à Philippe Martinez, Marie Buisson, pour choisir, dans l'improvisation, de mettre en avant Sophie Binet.

Marie Buisson est une enseignante, ce qui rompt déjà avec la tradition cégétiste de choisir un secrétaire général issu de l'industrie. Le choix de Sophie Binet, ex-CPE dans les lycées, dirigeante de l'Union des cadres CGT, allait dans le même sens, rompant tout autant avec la tradition de la CGT.

Il ne faut donc pas s'étonner qu'une congressiste, travailleuse précaire de l'Éducation nationale en tant qu'accompagnante d'élèves en situation de handicap (AESH), soit montée à la tribune pour dénoncer la composition de la Commission exécutive confédérale, où il n'y a plus désormais que 26,7 % d'ouvriers et d'ouvrières.

Sophie Binet s'est félicitée de la présence au congrès des dirigeants des autres centrales syndicales, hormis celui de FO, expliquant que « l'unité » est un des « ingrédients » indispensables aux « victoires ». « L'unité syndicale » était bien là, pendant le mouvement des retraites, mais la victoire n'a pas été au rendez-vous ! L'unité syndicale, en réalité l'unité des appareils, a toujours été plus un moyen de freiner les mobilisations et que de les approfondir. C'est vrai de la politique

de la CGT dirigée par Sophie Binet, cela l'était tout autant quand Martinez était aux commandes : pendant tout le mouvement des retraites, Martinez avait tenu à laisser au premier plan Laurent Berger, le dirigeant de la CFDT, porte-parole de facto de l'intersyndicale, alors que tous les militants CGT pouvaient constater dans les mobilisations et les cortèges le caractère maigrelet des cortèges CFDT.

Il s'agit donc bien d'une orientation. Derrière le jargon cégétiste, le « syndicalisme rassemblé », se cache la volonté très ancienne de l'État et du patronat de voir regrouper les syndicats en une grande confédération dont la direction se tiendrait d'autant plus loin de la « base » qu'elle dépendrait davantage de la place, et des moyens, que lui laisseraient gouvernement et patronat.



Plusieurs interventions de congressistes ont rappelé que cela ne passe pas auprès de tous les militants, en particulier les plus anciens, habitués à un autre discours dont ils pensent qu'il représentait une autre politique. « La lutte de classe [...] disparaît trop souvent de nos discours » a dénoncé une responsable de la fédération de la Chimie, très applaudie, après avoir rappelé que ce n'est que du bout des lèvres que la CGT s'était ralliée à l'appel populaire à la mobilisation du 10 septembre 2025, privilégiant la journée du 18, mise en concurrence avec celle du 10, alors que l'une aurait pu appuyer l'autre. Un responsable des Ports et Docks a souligné, lui aussi sous les applaudissements, que « la coordination des luttes entre fédérations, entre bastions, n'a pas été faite » lors du mouvement des retraites. De nombreuses interventions de délégués appartenant à des fédérations bien « dans la ligne » ont fustigé le prétendu « dialogue social », réclamant une stratégie nette de lutte à déployer dans l'urgence. Rapport de force, lutte de classe, coordination des luttes au niveau confédéral pour organiser une vraie riposte : autant de questions et d'interpellations de la direction restées sans réponse.

La crise qui s'annonce va susciter de la colère dans le monde du travail. On en a les prémices avec les quelques frémissements qu'il y a sur les salaires. La « stratégie » d'éteindre des Sophie Binet et autres Marylise Léon mènerait, comme à l'accoutumée, à l'échec. Mais la colère pourrait bien s'organiser, malgré ces directions, et les militants contestataires auront alors la possibilité d'accorder leurs paroles et leurs actes s'ils mettent leurs compétences au service de mouvements dirigés par les travailleurs eux-mêmes.

RÉGINE TOURNIER ET JEAN-JACQUES FRANQUIER

La mairie de Paris brûle ses déchets en banlieue

Dimanche 31 mai, 400 manifestants ont répondu à l'appel de collectifs dont Réduire, réutiliser, recycler (C3R) et les Soulèvements de la Terre. Alors que les études réalisées par ces associations démontrent la toxicité des incinérateurs de déchets ménagers, la ville de Paris voudrait en construire un nouveau à Vitry-sur-Seine (94) qui alimenterait les réseaux de chauffage de la capitale. Il s'agirait du quatrième incinérateur dans le département, prenant les habitants dans l'état des fumées toxiques.

La marche a commencé devant l'école Dulcie-September à Ivry-sur-Seine, à moins de 200 mètres de l'incinérateur actuel, où les enfants peuvent voir le panache de fumée depuis la cour. L'air qu'ils respirent est le même que celui des ouvriers portant multiples protections dès qu'ils entrent sur le site - les enfants étaient nombreux dans le défilé avec leurs enseignants et leurs parents.

Les discussions ont fusé sur le manque de réaction des mairies d'Ivry et de Vitry. Le maire PCF réélu de Vitry avait accepté

de discuter du projet avec la mairie de Paris avant les élections municipales puis il a fait campagne contre... tout en sollicitant le soutien de Marine Tondelier alors que c'est son parti, les Verts, qui défend cet incinérateur au conseil de Paris. La majorité municipale de Vitry oscille entre un accompagnement institutionnel et une opposition de façade à un projet très impopulaire, tout en prenant soin de ne pas contribuer à mobiliser la population.

Le site prévu est occupé actuellement par une scène de concert, le Kilowatt. Celle-ci serait donc remplacée non seulement par l'incinérateur, mais aussi par un data center, autre source de pollution en masse.

La mairie de Paris défend une « valorisation » des déchets qui permettrait de chauffer les logements et les hôpitaux tout en étant « neutre en carbone ». Mais il est désormais prouvé, malgré des années d'omerta organisée par les groupes capitalistes comme Suez et les pouvoirs publics, que les incinérateurs émettent des toxines cancérigènes comme



des dioxines et d'autres microparticules.

Les manifestants discutent de comment se retrouver tous les mois pour lutter contre ce nouvel incinérateur. Quelques-uns envisagent de « monter une ZAD », d'autres de « résister face au capitalisme ». La jonction avec les travailleurs des incinérateurs, les premiers exposés, sera indispensable pour mener ce combat.

CORRESPONDANT

VICTOIRE POUR LES GRÉVISTES DE SAINTE-ANNE !

Après dix jours de grève, les soignants des urgences de l'hôpital psychiatrique de Sainte-Anne ont voté la reprise du travail : la direction a lâché sur plusieurs de leurs revendications, notamment la recreation de huit postes (six postes infirmiers et deux postes aides-soignants).

Depuis le 26 mai, une trentaine de soignants s'étaient mis en grève pour dénoncer une situation d'accueil des patients déplorable par manque de lits d'hospitalisation en aval, de personnel et de lits dans le service. Face à une direction qui tentait de les isoler du reste de l'hôpital pour rendre leur grève impopulaire, ils sont restés déterminés et ont gardé le lien avec leurs collègues des autres services.

La réouverture de huit postes est une bien le signe que les grévistes avaient raison sur toute la ligne.

CORRESPONDANTS

Le NPA-R sera présent à l'élection présidentielle

Le NPA-Révolutionnaires présente **Selma Labib**, 30 ans, conductrice de bus, à l'élection présidentielle, dans le cadre d'une campagne en binôme avec **Gaël Quirante**, 51 ans, postier en lutte pour sa réintégration et syndicaliste. Cette campagne ouvrière et révolutionnaire développera les axes que nous avons proposés pour une campagne commune avec Lutte ouvrière dans le cadre d'une politique de pôle des révolutionnaires.



À Lille, Rouen et Nanterre, de belles fêtes du NPA-R !

Le 30 mai, ce sont plus de 450 personnes au total qui ont participé aux fêtes organisées par les fédérations du NPA-Révolutionnaires du Nord, de Seine-Maritime et des Hauts-de-Seine. Expositions, tables de librairies, projections de documentaires, débats, meetings avec nos porte-paroles, repas abondants, concerts, Dj Set, les programmes étaient à la hauteur des attentes. Un pari réussi pour les militantes et les militants de ces départements : après les listes aux élec-

tions municipales, c'était une occasion de réunir un large milieu de sympathisants, de collègues de travail et de jeunes rencontrés tout au long de l'année scolaire. Une politisation attentive aux idées communistes révolutionnaires est à l'œuvre, cela s'est largement vu, qui a donné cours à des échanges nourris, autour des questions d'actualité nationale et internationale, dans une ambiance forcément plus détendue. On prend le pari que systématiser ces rendez-vous à la fois politiques et festifs



FÊTE DU NPA-R À ROUEN



FÊTE DU NPA-R 92



FÊTE DU NPA-R À LILLE

C'EST LE MOMENT DE S'INSCRIRE À NOS RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES !

L'été est à nos portes, alors il ne faut plus hésiter à prendre une petite minute pour s'inscrire aux rencontres d'été révolutionnaires organisées par le NPA-R, qui auront lieu cette année dans le Vaucluse, du samedi 22 au mercredi 26 août. Voilà pour nous allécher

les premiers éléments d'un programme toujours bien dense, mais qui n'empêchera personne de se rafraîchir dans la piscine... et de profiter de belles soirées pour lire un bon vieux roman acheté à la librairie, chanter, « karaoker » ou tout simplement discuter entre amis et camarades.

Un aperçu du programme :

► **Cycle « anniversaires »** : la grève générale en Angleterre en 1926, juin 1936 en France, la révolution espagnole de 1936, la révolution hongroise de 1956, la lutte contre le CPE en 2006, les grèves et les manifestations contre la loi Travail en 2016...

► **Cycle « Amérique latine »** : Cuba face à l'impérialisme américain, la situation révolutionnaire en Bolivie, les perspectives du mouvement ouvrier en Argentine

► **Cycle « figures du mouvement ouvrier »** : Flora Tristan, James Cannon, Chen Duxiu

► **Cycle « États-Unis »** : les 250 ans de l'indépendance, comment l'impérialisme américain a établi sa domination...

► **De nombreux ateliers animés par nos camarades d'entreprise**, notamment de l'automobile, de la santé, des transports, de la Poste...

Il y aura évidemment plein de débats liés à l'actualité : sur la militarisation du monde et les conflits inter-impérialistes, sur le danger de l'extrême droite et comment y faire face, sur la situation en Iran, sur les effets des circulaires Retailleau sur les travailleurs sans-papiers, sur le pillage des ressources minières en Guyane...

Sciences et culture seront aussi de la partie : on discutera aussi bien des conceptions de l'atome que de l'intelligence artificielle ou de la littérature au moment de la révolution russe de 1917...

Nos camarades de Lotta Communista et de Lutte ouvrière seront présents, ainsi que des représentants de nombreux groupes révolutionnaires internationaux avec lesquels nous entretenons des relations.

Nous aurons également le plaisir d'accueillir des invités qui viendront présenter leurs ouvrages ou leurs travaux : Anne Augereau, Anne Deffarges, Christophe Darmangeat, Reza Sahibdad...



Les États-Unis au centre de la planète foot

C'est sur le continent nord-américain que se déroulera la 23^e édition de la compétition sportive la plus suivie au monde. Organisée récemment par certaines forces économiques montantes (Corée du Sud, Afrique du Sud, Brésil, Russie ou Qatar), la Coupe du monde retourne dans le cœur de la bête capitaliste. Car c'est aux États-Unis que se dérouleront une proportion écrasante des matchs, dont les plus décisifs à partir des quarts de finale. Ce qui a provoqué quelques réactions au Canada, pour lequel la balance commerciale sera déficitaire, du fait du faible nombre de matchs organisés sur son sol et des gros investissements.

Les meilleures sélections nationales seront donc aux prises, de Vancouver à Mexico, de Boston à Los Angeles. Une compétition XXL avec des déplacements continentaux, tout à fait irresponsable écologiquement, voir sportivement... la récupération des joueurs (entre trajets et décalages horaires) sera en effet bien compliquée.

Autre démesure, le nombre d'équipes engagées, 48 au lieu de 32 jusque-là. Alors bien sûr, l'universalisme du football est remarquable, et il est réjouissant de voir des nations comme la Jordanie, l'Ouzbékistan, Curaçao ou le Cap Vert disputer leur premier Mondial. Mais, comme souvent dans le football, c'est aussi affaire de gros sous. Déjà, le président de la Fifa, Gianni Infantino, champion du monde des courbettes à Trump, s'assure une réélection facile avec cette décision populaire, mais surtout, la compétition comporte 40 matchs supplémentaires, un véritable jackpot ! L'avidité n'est jamais loin de l'universalisme à la Fifa...

Les nations, voir les nationalismes semblent à l'honneur dans ce genre de compétition, même si l'écrasante majorité se déroule dans une ambiance festive et bon enfant. Mais en fait, le caractère historiquement dépassé des frontières et des nations apparaît également : c'est ainsi qu'on décompte par exemple 99 joueurs nés en France parmi les sélectionnés, produit du passé colonial. Dans l'autre sens, les joueurs marocains sont nés dans cinq pays différents. Cette « coupe du monde

de la diaspora » comme l'a appelé un journaliste colombien est bien éloignée des saillies racistes et anti immigration de Trump et de son administration (le meilleur arbitre africain, sélectionné, a d'ailleurs été refoulé à la frontière parce que somalien).

En tout cas, la politique sera bien présente pendant la Coupe du monde. Le capitaine de l'équipe de France, Kilian M'Bappé, s'est déjà fendu de plusieurs déclarations anti-RN (qui ne rachètent pas complètement sa connivence avec Macron) et est à l'origine d'une contestation de l'utilisation de l'image des joueurs pour faire de la pub aux paris sportifs.

Événement d'une toute autre ampleur, au Mexique, ce sont des dizaines de cortèges de travailleurs qui, les soirs de matchs, convergeront vers le magnifique stade Azteca de la capitale, pour revendiquer une amélioration des conditions de vie, sans renier leur passion du football ! Une confrontation à suivre avec au moins autant d'attention que le Mondial lui-même !

PHILIPPE CAVÉGLIA



ESTADIO AZTECA

LIVRES

LA LUTTE ET L'ENTRAÏDE : L'ÂGE DES SOLIDARITÉS OUVRIÈRES

NICOLAS DELALANDE

Seuil, 2019, 368 p., 24,90 €

Paru en 2019, cet ouvrage de l'historien Nicolas Delalande s'intéresse de près aux solidarités à l'intérieur du monde ouvrier à la fin du XIX^e siècle.

Caisses de grève, aide aux ouvriers licenciés ou blessés... toutes ces questions sont celles que se posent une bonne partie des dirigeants des mouvements politiques de l'époque. Avec, au centre, un projet ambitieux : une internationale regroupant les ouvriers du monde entier, capable de les soutenir dans les luttes.

Ce travail de Delalande permet donc de s'intéresser aux structures mises en place par l'Association internationale des travailleurs (AIT, dite Première Internationale) ainsi que par la Deuxième Internationale, sans en cacher les échecs, les réussites et les débats, mais en montrant bien qu'au cœur de cette question, y compris dans son aspect financier, se pose la question de l'unité et de la solidarité des prolétaires de tous les pays.

LÉONARD VALOT



THE REBEL GIRL

SOUVENIRS DE JEUNESSE. PREMIÈRE ÉPOQUE, 1906-1916.

ELIZABETH GURLEY FLYNN,

Libertalia, 502 p., 13 €

Ce texte est le premier tome des mémoires d'Elizabeth Gurley Flynn, militante ouvrière américaine, passée notamment par les Industrial Workers of the World (IWW) et, plus tard, par le Parti communiste américain (pendant sa période stalinienne). Il couvre les années 1890 (date de sa naissance) à 1916.

Le début du livre retrace sa jeunesse en tant que femme issue d'une famille ouvrière irlandaise dans les quartiers pauvres de New York. Elle y découvre le mouvement ouvrier américain et s'engage politiquement dès ses 15 ans en prononçant un discours sur le socialisme et les femmes dans un club socialiste d'Harlem.

L'essentiel du livre retrace son parcours au sein des IWW, un syndicat fortement influencé par les idées révolutionnaires. Sa spécificité est d'organiser en son sein les ouvriers non qualifiés, les ouvrières, les ouvriers noirs et issus de l'immigration. Regroupant les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière américaine, les IWW détonnaient dans le mouvement syndical américain. L'AFL (American Federation of Labor), principal syndicat de l'époque, regroupait



paît surtout l'aristocratie ouvrière, et s'est pleinement intégré à l'État et aux négociations avec les patrons.

L'autrice est devenue organisatrice à plein temps dès 1907, et dirigea de nombreuses grèves. Elle raconte en particulier ses expériences dans le secteur textile à Lawrence en 1912 (la fameuse grève dite grève « du pain et des roses »). Elle y a lutté pied à pied contre la répression féroce de l'État. Face au racisme utilisé par les patrons pour diviser les ouvriers – les patrons veillaient à ce que les travailleuses sur des postes voisins ne parlent pas la même langue... et plus de quarante nationalités différentes

étaient représentées ! –, elle organisa un comité de grève avec des meetings traduits en 25 langues. Une anecdote marquante concerne les enfants des grévistes : ils étaient envoyés par centaines à des familles socialistes d'autres villes, qui s'en sont occupé jusqu'à la fin de la grève. Ce qui a permis à leurs parents de se consacrer pleinement à leur combat.

L'autre point fort du livre vient des nombreuses rencontres de l'autrice avec des figures marquantes de mouvement ouvrier. On y croise notamment James Connolly, Mother Jones et Bill Haywood.

On ne peut qu'espérer que la suite de ces mémoires (qui retracent entre autres son opposition à la Première Guerre mondiale et son analyse du déclin des IWW) soit bientôt traduite en français.

ROBIN KLIMT

Cachez ces jeunes que je ne saurais voir



En pleine canicule comme en pleine Ligue des champions, la sentence est tombée pour les jeunes des quartiers populaires. Des flics qui coursent les gamins au canal Saint-Martin, des tirs au LBD et amendes à 1 000 euros pour ceux qui se rafraîchissent aux bouches d'incendies à Stains, encore des flics déchainés contre les ados lors de la victoire du PSG, près de 900 interpellations, un déferlement raciste et sécuritaire sur les plateaux TV... et un jeune de 13 ans éborgné par un tir de LBD.

Pas le droit d'aller dans la rue ? Mais où aller, quand les appartements sont trop petits et se transforment en fours l'été ? Quand les piscines, les salles de sport, sont payantes, ou fermées faute de moyens, ou le mobilier urbain démonté en raison des dispositifs anti-SDF ? Même en bas de chez soi, la police harcèle les jeunes, amende après amende, allant jusqu'à 80 000 euros dans l'Essonne. Pour la jeunesse dorée par contre, RAS. Les rallyes, les soirées péniches, les piscines de Stanislas et les terrains de golf ne verront pas l'ombre d'une matraque.

ALEXIS MICSHEN

No stress : les patrons se préoccupent de notre avenir

CREVER AU BOULOT ET CREVER SANS BOULOT

Fin mai, les patrons du BTP se réunissaient dans l'Ain pour dénoncer le « scandale du chômage des jeunes ». Oui, le chômage progresse chez les 15-24 ans (21,5%). Qui en est responsable ? Les patrons qui n'embauchent pas et licencient ou qui, forts de la pression qu'ils exercent ainsi sur l'ensemble des travailleurs, embauchent dans les pires conditions de salaire et de travail.



Le revers de la médaille est sinistre : le soir même de l'annonce, un ouvrier de 19 ans meurt après avoir travaillé sur une toiture en pleine canicule. Deux jours après, un lycéen décède suite à un accident en formation agricole. Alors si les grands pontes du BTP sont à deux doigts de nous dire « le travail c'est la santé », c'est parce qu'ils vivent de notre boulot.

MERCI PATRON !

Le Medef, première organisation patronale de France, nous propose sa solution sur BFM le 27 mai : les jeunes n'ont qu'à s'intéresser à la création d'entreprises. Rien que ça ! Et pour les 99,99 % de jeunes qui ne pourront jamais le faire, qu'ils aillent vite travailler via un CDI « spécial jeune exploité », sous-payé et qui permet de licencier aisément. Un tel « conseil », venant de la part de Patrick Martin, héritier fortuné et porte-parole du patronat français, vaut son pesant d'or et d'hypocrisie.

Patrick se permet de déclarer que « ce million et demi de gamins, ni en emploi, ni en études, ni en formation, soit ils s'abstiennent, soit ils votent aux extrêmes ». On se doute de quels extrêmes il s'inquiète : certainement pas du RN qui multiplie les courbettes devant le Medef. Car oui, les patrons font de la politique. Et pour Patrick, il faudrait qu'ils en fassent plus, en s'organisant pour « défendre leurs intérêts ». On garde le conseil : s'organiser, défendre nos intérêts, bien sûr... mais contre tous les capitalistes.

A. M.

Résultats Parcoursup et Mon Master : selection-sociale.gouv.fr

Les résultats de Parcoursup et Mon Master commencent à tomber. Comme chaque année, des milliers de jeunes seront laissés sur le carreau, ou pris seulement dans des filières qu'ils n'avaient pas demandées. Le ministre de l'Enseignement déclare alors cyniquement : « Vous ne jouez pas votre vie ! »

En 2025, près d'un tiers des jeunes ayant postulé sur la plateforme n'étaient inscrits nulle part à la rentrée. Le rapport de l'Assemblée nationale le dit : il y a des « inégalités socio-culturelles préexistantes que le fonctionnement de Parcoursup contribue à reproduire sans les corriger, voire à aggraver ». Et pour cause : le lycée d'origine entre en compte dans les affectations, et avec lui l'endroit où l'on vit et donc le revenu des parents. Quant aux lettres de motivation, projet de formation, expériences extrascolaires, tout cela sert l'usine à stress de Parcoursup où l'élève doit apprendre que rien n'est acquis et que ses études dépendent de si son CV est plus vendeur que d'autres, sur un algorithme opaque.

Ni les coupes budgétaires, ni l'augmentation générale des frais d'inscription pour les étudiants étrangers, ni les centaines de places supprimées à Lille, Rouen ou Toulouse ne vont changer cette situation. L'exclusion des enfants de travailleurs des études supérieures commence dès le collège.

Direction les formations professionnalisantes adaptées aux « métiers qui recrutent » via les réformes des bacs pro et la généralisation de l'alternance, ou direction l'armée. Pour ceux qui iraient à la fac, Parcoursup n'est que la première épreuve. Seule la moitié des L1 passent en L2. L'origine sociale et le nombre d'heures salariées en dehors de ses cours sont les deux facteurs déterminants de l'échec à la fac.

Ce tri social encourage les filières privées, accueillant aujourd'hui un quart des étudiants (deux fois plus qu'au début des années 2000), accessibles à condition d'hériter d'un portefeuille bien rempli, et qui ont leur part d'arnaques et de diplômes bidons. De plus en plus de jeunes s'endettent, avant même l'arrivée dans le supérieur, pour pouvoir payer ces formations privées ou pour payer le loyer à côté de filières publiques. Près de 300 000 étudiants ont des prêts à rembourser, un bon moyen d'enrichir les banques sur la précarité de ceux qui tentent de faire des études.

À chaque rentrée, des collectifs de sans-facs contestent les refus à l'université. Par la lutte, ils arrivent à arracher des inscriptions. En 2006, le mouvement contre le CPE a contraint le patronat à remballer sa réforme de l'emploi des jeunes. En 2019, la contestation a poussé plus de la moitié des facs à ne pas appliquer les frais différenciés pour les étudiants étrangers. Si le gouvernement remet ces attaques au goût du jour, à nous de remettre les luttes sur la table.

UMA DAUNAI



RÉPRESSION : LE PROCÈS DE COPPÉLIA MOREAU, PRÉSIDENTE DE L'UNEF NANTERRE, ANNULÉ AU TRIBUNAL

Mardi 2 juin, Coppélia Moreau, présidente de l'Unef Nanterre et militante au NPA-Jeunes-Révolutionnaires, était convoquée au tribunal de Nanterre suite à une plainte en diffamation déposée par la présidence de l'université. Son crime ? Une simple affiche dénonçant la politique de sélection sociale à la fac qui vise à écarter les enfants de travailleurs et les étudiants étrangers de l'enseignement supérieur.

Le NPA-Révolutionnaires a participé au rassemblement qui était organisé pour exiger l'abandon des poursuites. Et la meilleure réponse vient des étudiants « sans-facs » qui ont poursuivi leur mobilisation pour arracher des inscriptions.

Verdict : le plan de la direction est tombé à l'eau ! La procédure a été annulée et les poursuites abandonnées pour prescription des faits.

Tout ça pour ça ! La présidence est prête à mettre en place des affaires bidons pour faire perdre du temps aux syndicalistes, par une procédure chronophage dont une première convocation à la brigade de la répression de la délinquance contre la personne. Un coup porté à cette présidence et à la logique répressive qui doit nous encourager à construire la journée de manifestation contre toutes les répressions qui aura lieu samedi 20 juin à Paris, afin de regrouper toutes celles et ceux qui refusent de se laisser faire face aux politiques anti-sociales.

JEANNE LEMESLE

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES**
RÉVOLUTIONNAIRES